

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 61 - Août-octobre 2019

14^e année

PRIX LIBRE



*Les GM&S
de La Souterraine
en colère.*

« Le département investit pour votre sécurité ! »

voir *Le Magazine de la Creuse*, n° 75 de mars-avril-mai 2019

OUI ! Pour notre sécurité le département dépense 3,3 millions d'euros pour le carrefour de « La Seiglière » entre Aubusson et Felletin ! Wouaaaaouhhhh ! Super ! Qu'est-ce qu'ils sont bienveillants !

Vous avez vu les dégâts ? Combien d'hectares les tractopelles sont-ils en train de saccager ? Ce n'est plus un rond-point qu'ils nous font ! Peut-être une nouvelle Place de l'Étoile ?!!! Avec au centre un monument à l'effigie de Valérie Simonet ?! Qui j'espère ne gère pas son portefeuille comme celui du département ! On pourrait pas en trouver des bonnes idées à réaliser pour 3,3 millions d'euros, plutôt que de saccager encore des hectares de nature ?

3,3 millions d'euros pour détruire des champs, des arbres, une zone humide ! Et nous faire perdre quelques minutes entre Aubusson et Felletin ! Ça fait un peu beaucoup, non ?

Avant, nous avions juste une route à traverser, pof, on s'arrêtait, on regardait à droite, à gauche et pfiut, on filait tout droit ! Là, va falloir prendre un rond-point, puis une bretelle d'accès puis reprendre la bretelle de sortie et se retaper un rond-point ! Sans parler qu'avant c'était un carrefour à flics, mais là on double les risques de se faire emmerder !

Et pourtant le Conseil départemental « a manifesté sa volonté d'aménager l'axe routier structurant dénommé "Est-Limousin" afin de créer une liaison Nord-Sud entre la Route Centre Europe

Atlantique au-delà de Boussac et l'A89. Afin d'assurer une fluidité de l'itinéraire et une meilleure desserte des territoires traversés, plusieurs opérations sont envisagées, dont l'aménagement de la RD990 entre les lieux-dits "la Clide" et "la Seiglière" sur les communes de Moutier-Rozeille et d'Aubusson. »

Combien d'espèces animales et végétales détruites pour faire une voie de dépassement dans une montée sachant qu'au bout, il y a un rond-point ! (Pas encore construit)

« La présente opération consiste donc à poursuivre la modernisation de cet axe dans le respect des normes des recommandations techniques pour l'Aménagement des Routes Principales (ARP) en améliorant les caractéristiques géométriques, les distances de visibilité, la sécurité des carrefours et le confort pour l'usager de la route. » C'était plutôt pas mal comme c'était, non ?

« Le caractère d'intérêt public majeur de la partie Nord est très largement conforté par l'existence du carrefour dit "de la Seiglière" avéré comme accidentogène et qui constitue la priorité du Conseil départemental dans le cadre sa politique de sécurité routière. »

Mais en fait il n'y a aucun mort d'enregistré dans les ordis de la préfecture ! Seulement quelques blessés ! Pas terrible l'argument de notre protection !!!

« Le projet se développe sur un linéaire de 3362 m environ et reprend pour environ 70 % le tracé actuel de la route ce

qui permet de limiter grandement les effets négatifs sur l'environnement :

– dans la continuité des travaux déjà réalisés notamment entre Aubusson et Chénérailles depuis 2005, la chaussée sera calibrée à 7,60 m et les accotements à 2,00 m,

– un créneau de dépassement à trois voies d'une longueur utile d'environ 1335 m sera créé dans la partie montante du projet, permettant ainsi la possibilité de dépasser en toute sécurité,

– le carrefour entre les RD941 et RD990 sera modifié par la création d'un échangeur "en trompette" (un giratoire de chaque côté d'un passage inférieur, la RD990 passant sous la RD941) permettant une large amélioration des conditions de sécurité.

Le grand nombre de voies interceptées par le projet permettra un regroupement des points d'échanges, voire une dénivellation des transits (au niveau du point crucial de La Seiglière connu pour sa dangerosité et au niveau de Forest). »

Parce que l'humain n'est pas capable de suivre la recommandation de 70 km/h ou de s'arrêter devant une ligne blanche et un panneau Stop, il détruit donc l'habitat des grenouilles agiles, des salamandres, des tritons palmés, détruit une chênaie-charmaie, des haies arbustives, l'Hellebore fétide, le colchique d'automne, la loutre... C'est ça leur bienveillance ?

MOUCH'



Des Gilets jaunes au cœur noir

*« La rage car impossible est cette paix tant voulue
La rage de voir autant de CRS armés dans nos rues
La rage de voir ce putain de monde s'autodétruire
Et que ce soit toujours des innocents au centre des tirs
La rage car c'est l'homme qui a créé chaque mur
S'est barricadé de béton, aurait-il peur de la nature ? »*

KENY ARKANA,
La Rage du peuple.

SAMEDI 18 MAI, les Gilets jaunes creusois accueillait Priscilla Ludovsky. C'est elle qui avait lancé une pétition contre le prix délirant du pétrole, tout en pointant du doigt cette contradiction : dans notre société, rien n'est fait pour s'en passer, bien au contraire ! Ensuite le mouvement des Gilets jaunes, qui avait commencé avec des revendications matérielles, a évolué : le débat s'est élargi à des problèmes moins individualistes, à un désir de révolte et de changement de société.

Nous étions une cinquantaine à battre le pavé pour redonner vie au mouvement creusois. Cinquante, c'est vraiment maigre et depuis novembre, je ne comprends pas pourquoi, dans ce département, si peu de gens ont été enclins à se mobiliser pour entamer une révolte populaire (comme je ne comprends pas non plus l'anesthésie générale dans laquelle semble plongée notre pays, alors que, chaque année, le capital se gave toujours un peu plus et écrase la masse). Comme à chaque fois, les débats au sujet du faible effectif de notre groupe sont allés bon train : si on prend en compte la faible population du département, son âge, ses agriculteurs inféodés à la FDSEA, un bon tiers du département qui adhère aux thèses du Front de la haine et pour le reste, ceux qui font l'autruche, et d'autres venus en Creuse uniquement pour profiter du chant des oiseaux ou de leur retraite, cinquante ce matin-là, c'était déjà pas mal ! Et puis quel plaisir de manifester en jaune, loin des rassemblements trop polis des syndicats. C'était une manif impertinente, imprévisible, où chacun était libre de ses actes. Une manif qui a renversé les caddies du carrouf, qui a tagué « anticapitalistes » sur les murs, qui a arraché la plupart des affiches électorales croisées sur sa route et qui a fini, avec ceux qui le voulaient, par le blocage de la RN145.

Sept mois après le début du mouvement des Gilets jaunes, les groupes du départ se sont divisés, mais ceux qui restent ont compris que c'est l'anarchie qui permet d'intégrer chacun, qui fait perdurer le mouvement. Les étiquettes, les partis, sont bannis, les chefs sont haïs, toute prise de pouvoir personnelle est dénoncée. Tous les Gilets jaunes contestent le pouvoir et le chant « Tout le monde déteste la police ! » résonne chaque samedi à travers toute la France !

Le délire du gouvernement est sans limite et la répression qui touche ceux qui osent se rebeller l'est aussi. Un décès : Zyneb Redouane, qui fermait les fenêtres de son appartement, situé au quatrième étage de son immeuble marseillais, et qui a reçu une

grenade lacrymogène en pleine tête, 804 blessés graves, 24 éborgnés, 5 mains arrachées. Les ordres sont clairs : viser la tête, les manifestants, la presse qui voudrait couvrir les événements, frapper fort, écraser, mater la rébellion. Chaque groupe est victime d'intimidations, d'amendes, de convocations judiciaires. Les cabanes ne sont plus présentes aux ronds-points, elles ont été soit évacuées, soit détruites par les forces du désordre, soit dégradées comme celle de Guéret, soit carrément brûlées la nuit comme celle du groupe de Saint-Nazaire, le 20 juin dernier. Les Gilets jaunes de la Montagne limousine ont trouvé la parade : en lieu et place d'une cabane, c'est une caravane jaune, nommée « La Carlos jaune », qui parcourt les routes du Limousin. Là aussi, l'acharnement est de mise, du 3 au 8 mai, le conducteur de La Carlos jaune avait déjà reçu 275 euros de contraventions et comptait 3 points en moins sur son permis.

À Clermont, Tristan et Téo, membres de la cellule antifasciste révolutionnaire d'Auvergne, sont incarcérés à la maison d'arrêt de Riom. Tous deux ont été condamnés à des peines de prison fermes pour dégradation de matériel pendant la manifestation du 23 février. Téo, condamné à 10 mois fermes et 10 avec sursis, Tristan à 8 mois fermes et 10 avec sursis. Ils sont condamnés à verser 9 670 euros au Crédit Mutuel, qui avait pourtant récolté ce que sèment toutes les banques : la misère, la colère !

Le 22 juin, pendant que nous bloquions un péage dans l'Allier, nos camarades de Limoges se faisaient cogner par les flics au rond-point qu'ils occupaient. Garde à vue et comparution immédiate, pour deux d'entre eux : de la prison ferme pour l'un et, pour l'autre, une peine avec sursis assortie d'une obligation d'effectuer un travail d'intérêt général.

Alors, bien entendu, le mouvement des Gilets jaunes donne l'impression de se calmer : moins de monde en manif, aux blocages, et pour cause, certains ont peur et d'autres en ont marre de se faire gazer, matraquer, verbaliser. Mais la rage est dans tous les esprits, aussi intense que la répression peut l'être. Il nous faut maintenant trouver de nouvelles formes d'actions, et surtout continuer, comme bien d'autres avant nous, à porter un message de révolte. « Résistance et sabotage » face à l'hydre capitaliste, face au pouvoir qui rend aveugle, des Gilets jaunes en ont fait le serment.

PIERRE

Qui veut mes belles salades ?

À propos du festival écologiste L'An Zéro

Les suites du feuilleton de l'été, « L'An Zéro », qui doit finalement se dérouler sur l'aéroport de Saint-Laurent, près de Guéret, fin du mois d'août¹. Que retenir de cette histoire ?

D'ABORD QUE « L'ÉCOLOGIE » permet décidément de tout vendre et de tout imposer : des coupes rases des forêts aux centrales nucléaires, des éoliennes géantes à la numérisation généralisée, de la voiture électrique au compteur linky, etc.

L'écologie permet même de réprimer de manière extrêmement violente un mouvement social (puisque les Gilets Jaunes, n'est-ce pas, aiment passionnément le gasoil).

Et elle permet donc d'organiser dans notre pauvre région au milieu de nulle part – décidément très photogénique – un néo-événement aussi mégalomane² que grotesque comme « L'An Zéro » : mélange de festival rock – pour attirer le quidam –, de conférences-débats – pour élever la conscience écologique des masses –, et d'ateliers bien-être / vie éthique – pour rentrer chez soi avec des solutions.

« L'écologie » est donc partout dans les discours officiels et médiatiques ; mais elle est aussi désormais dans la rue : « *Fin du monde, fin de mois, même combat* » affirme un slogan remarqué de Gilets jaunes (voir l'« Appel pour une convergence écologique » de l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes à Saint-Nazaire, avril 2019).

Et les manifestations pour le climat s'installent désormais dans le paysage social, pour l'instant dans une extrême confusion quant à leurs buts et leurs moyens.

Et puis, bien sûr et avant tout, la catastrophe « écologique » en cours commence à s'imposer à tous les regards dans la vie immédiate : que l'on regarde la couleur des prés en ce début août. Combien d'années vont encore tenir les arbres (et les agriculteurs, et ...) à ce rythme ? Il ne sera pas nécessairement « naturel » et si facile de s'y habituer.

Dans ce contexte, des fadaïses comme « L'An Zéro », à la suite de la pétition en ligne « L'Affaire Du Siècle » (les mêmes personnalités sont à l'origine des deux projets), et en attendant sûrement de nombreuses initiatives du même acabit, jouent un rôle politique essentiel³.

Elles sont là pour occuper le terrain, pour essayer de capter et neutraliser l'inquiétude et la colère qui semblent commencer à émerger publiquement.

Elles sont là pour entretenir et aggraver la confusion des idées et des mots, et empêcher que s'élabore et se diffuse une véritable position critique, qu'émerge un mouvement ou une tendance sociale qui s'en prennent clairement aux responsables de la catastrophe : le capitalisme industriel et ceux qui le défendent.

Lors de la réunion publique de promotion de « L'An Zéro » à Aubusson, nous avons pu constater l'état de décomposition de la pensée ou de la logique de ceux qui se trouvaient face à nous.

Il est vraisemblable que la plupart de ces « petits soldats », venus bénévolement prêcher la bonne parole en Creuse, étaient tout à fait sincères : ces jeunes gens sont pleins de bonne volonté et enthousiastes de participer à une grande cause (vous pensez :

sauver la planète !) ; mais ils n'ont à peu près rien à dire sur la situation et la crise actuelle (de la société comme de la nature), mises à part les platitudes consensuelles qu'on entend partout.

Les contradictions flagrantes dont ils se font les promoteurs, contradictions entre les moyens employés et les buts affichés, ne les gênent, semble-t-il, à aucun moment :

- par exemple, les pollutions et nuisances diverses que vont induire leur « événement écologique », étant donné sa taille,
- ou la coexistence, parmi les invités-experts en écologie, de positions inconciliables entre elles,
- ou la prétention à discuter et penser ensemble à 10 ou 30 000 inconnus, qui ne pourront jamais constituer, dans un tel contexte, qu'une masse passive de spectateurs-consommateurs, comme partout.

Ces bénévoles pleins de bonne volonté unanimiste ne connaissent évidemment rien de la situation réelle de notre région ; d'ailleurs, ils s'en moquent : ils font tout ça pour les médias nationaux. La Creuse ne leur sert que d'alibi commode, de symbole publicitaire.

C'est d'ailleurs un aspect de l'affaire qui rappelle une autre menace, plus sérieuse, pour notre région, avec le Plan particulier pour la Creuse dont il a été régulièrement question dans de précédents *Creuse-Citron*.

Et comme avec le PPC, l'aspect le plus nuisible de ce festival est qu'il va concourir à son niveau au développement de notre région (voir le soutien immédiat des potentats locaux qu'il a rencontré), et qu'il va donc contribuer à l'abîmer, et apporter sa modeste pierre à la catastrophe générale : qui dit développement (dans le sens que la société contemporaine a donné à ce mot), dit dégradation et crise écologique.

Ce qui tient lieu de discours et de pensée aux promoteurs de « L'An Zéro » ne s'appuie visiblement sur aucune connaissance historique, ni sur aucune culture politique ou théorique quelconque. Par contre, les bouches et les têtes sont pleines des « éléments de langage » (comme ils disent sans malice) du néo-management et de ses communicants – et bien sûr on doit tous s'asseoir en rond, et se présenter à égalité, on est tous copains, tous d'accord au moins sur l'essentiel, d'ailleurs on se tutoie, et « on tiendra compte de votre contribution », etc.

Surtout ces gens sont imprégnés d'un sale présupposé : il faut, à tout prix, éviter toute contradiction, tout conflit.

Et ce qui en découle :

- nous sommes tous ensemble contre la catastrophe, hommes politiques, grands patrons, experts et dirigeants divers, et les « gens ordinaires » de toutes sortes (parler de riches et de pauvres doit être vulgaire),
- toutes les idées, initiatives, propositions sont bonnes et peuvent s'ajouter allègrement (il faut tout essayer),

– et d'ailleurs les problèmes sont fondamentalement techniques et appellent donc des solutions techniques : il n'y a en fait rien à discuter, et pas vraiment besoin de penser (les intellectuels venus prêcher à « L'An Zéro » sont juste là pour décorer).

Ce qu'il faut, c'est organiser les solutions techniques (on devine que nos gentils bénévoles, fraîchement sortis pour la plupart des grandes écoles, se voient très bien jouer ce rôle d'organisateur : c'est ce à quoi ils s'essayent dans l'organisation de leur festival).

Il est à craindre que beaucoup de jeunes et moins jeunes qui se reconnaissent aujourd'hui dans les marches pour le climat et consort ressemblent à ces petits soldats bénévoles rencontrés à Aubusson... Il faut souhaiter que beaucoup d'entre eux apprennent et progressent... et d'abord redécouvrent les règles de la logique et de la contradiction (on appelait ça jadis la dialectique).

Pour pouvoir parcourir ce chemin-là, aucun doute que des foutaises comme « L'An Zéro » sont des obstacles.

CÉDRIC

1. Cf. *IPNS*, n° 67 de juin 2019 et le dernier communiqué de La Bascule, *Annulation du festival de La Bascule sur le plateau de Millevalles*, sur *labogue.info*.

2. La jauge initiale du festival selon les dires de « La Bascule » (toute nouvelle association bretonne à l'origine du projet), était de 300 000 spectateurs, redescendus ensuite à 50 puis 30, et maintenant 10 000 spectateurs.

3. On a relevé que « La Bascule » était vraisemblablement téléguidée par le parti politique « La République En Marche », dans la perspective de préparer le terrain pour les élections municipales ; mais au-delà de ces petites magouilles habituelles, elle participe à des enjeux bien plus profonds.

Soirée de soutien aux fermes tarnaises opposées au puçage électronique des bêtes

Samedi 10 août à partir de 18 h, au Fabuleux Destin, Aubusson

Dans le Creuse-citron n° 59, nous vous avons fait part d'un appel à soutenir 2 fermes du Tarn opposées au marquage électronique de leurs animaux : celle de Granquié (Nathalie Fernandez et Laurent Larmet, qui élèvent des brebis) et celle d'Al Truc (Adeline Galaup et Pierre Mestre, qui élèvent des chèvres), sur lesquelles des menaces de procès planaient.

« Nous avons contacté des avocats et sorti avec eux la règle à calcul : même si les sanctions appliquées lors d'un premier procès étaient les plus basses prévues par la loi (environ 70 euros d'amende par bête), avec 250 moutons à Granquié et 50 chèvres à Al Truc, elles s'élèveraient à plus de 20 000 euros. Ce à quoi il faudrait ajouter quasiment autant en retraits de prime et frais de défense. Nous avons longuement discuté de savoir s'il était réaliste par les temps qui courent d'espérer trouver 30 à 40 000 euros en nous adressant à vous. Certains éleveurs du groupe se sentent isolés, doutant que leur combat intéresse encore assez de gens pour qu'ils puissent se permettre de pousser la désobéissance plus loin. En même temps, nous sommes un certain nombre à sentir que la critique de l'informatisation du monde que nous portons de longue date commence à susciter plus d'intérêt : suffisamment pour nous permettre de tenir ? »

LE COLLECTIF ÉCRAN TOTAL CREUSE vous propose donc de venir participer à une soirée de soutien samedi 10 août à partir de 18 h au Fabuleux Destin, 6, rue Roger Cerclier, à Aubusson. Au programme :

18h : Discussion à propos du rapport aux administrations (agricoles notamment)

De l'imposition des normes à la désobéissance collective.

20h30 : Concert en deux temps

Le P'tit tintouin : Bénédicte Vervacke (chant) et Olivier Phillippon (chant, accordéon). Tantôt drôles, romantiques ou mystérieux, ces deux complices nous chantent leurs rêves, leurs déboires, leur fantaisie... au rythme de l'accordéon. Un

répertoire composé de chansons de Georges Brassens et Serge Gainsbourg notamment, réarrangées par leurs soins.

Le Grand Voyage cybernétique et autres joyusetés : Hervé Krief (guitare et chant) nous propose un concert en forme d'histoire, nourri de compositions originales et de reprises étonnantes.

Les fonds récoltés lors de la soirée seront reversés au collectif Faut pas pucer (même dans les ordis).

Venez nombreux !



Communs, commune : que deviennent les sectionnaires ?

En Limousin, on nomme village ce qu'ailleurs, dans les pays de langue d'oïl, on a l'habitude d'appeler hameau. Il y a le bourg, avec son église, sa mairie, et les villages, parfois plus peuplés que le bourg. Le tout forme la commune. Historiquement, c'est autour des villages que s'organisait la vie sociale et le paysage. À ces villages sont attachées d'anciennes formes de propriété collective, datant d'avant la Révolution de 1789, et qui perdurent aujourd'hui : les sectionnaires.

ICI UN LAVOIR, là un four à pain, des prés, des bois, de quelques ares à quelques hectares... : ces biens appartiennent en commun aux habitants de la section, et des droits d'usage y sont attachés. Ils ont permis, bon an mal an, la subsistance des plus pauvres pendant des générations : quand on n'avait rien, on avait au moins ça.

Dans les temps paysans et jusqu'à la fin du XX^e siècle, les sections étaient administrées par les habitants eux-mêmes, plus ou moins indépendamment du conseil municipal. On décidait des fermages, des droits de pâture, des affouages (coupe de bois à l'usage des habitants), des divers travaux nécessaires. Mais peu à peu les villages se vident et les biens sectionnaires, bien souvent, sont laissés à l'abandon. La mémoire même s'en amenuise et si de nouveaux habitants arrivent, ils en ignorent jusqu'à l'existence.

Si bien qu'en mai 2013, la loi transfère la gestion des biens sectionnaires aux conseils municipaux. Sauf cas particulier, les sectionnaires ne sont donc pas devenus communaux : seule la gestion est transférée, pas la propriété. Et toute recette réaffectée sur un bien de section (vente de bois

par exemple) doit revenir à la section. Les sectionnaires peuvent prendre part à la gestion, par le biais d'une commission syndicale.

Mais les conditions pour créer une telle commission sont plus drastiques que par le passé, et le conseil municipal n'a pas obligation d'informer les habitants sur la gestion de leurs biens communs, sauf en cas de vente des parcelles ou de changement d'usage (une lande qui devient bois, un bois qui devient terre, etc.). Comme souvent, la prise de décision et les responsabilités qui y sont associées s'éloignent des habitants.

Prenons l'exemple de la commune de Saint-Médard-la-Rochette, dans la vallée de la Creuse, entre Aubusson et Ahun.

En mars 2019, deux habitants du village de Ceyvat, tous deux enfants du pays, s'aperçoivent qu'une partie des bois de section a été marquée en vue d'une coupe. Renseignements pris, ce marquage correspond à un projet d'aménagement proposé par l'Office national des forêts (ONF) et voté par le conseil municipal un an auparavant. À l'échelle de la commune, le projet n'est pas anodin. Sur environ 80 hectares de bois, répartis sur cinq villages, 30 sont laissés « hors sylviculture », souvent car difficiles d'accès, une bonne quarantaine doit faire l'objet de coupes d'éclaircie, dites d'amélioration, et une douzaine est prévue en coupe rase, dite de régénération avec plantation de résineux (plantations subventionnées à 40 % par l'Agence pour la maîtrise de l'énergie...).

Une réunion publique est finalement organisée en mairie et une trentaine de sectionnaires s'y retrouve, anciens habitants et nouveaux venus. Ni sur le fond ni

sur la forme, le projet n'était taillé pour susciter une adhésion tranquille. La réunion fut donc houleuse. Des habitants se sont vu reprocher par le maire de n'avoir pas pris soin d'un bien dont ils ignoraient l'existence, le maire s'est vu suspecté de vouloir tirer profit de la coupe pour la commune, des habitants se sont plaints de n'avoir pas même été informés du projet, d'autres se sont lancés dans de belles envolées contre l'enrésinement, pour la vie des sols, pour la qualité des cours d'eau, contre la mécanisation ou pour le petit patrimoine (on trouve dans ces bois d'anciennes carrières de granit, ainsi qu'un bel abri de berger). Et l'agent de l'ONF n'est jamais parvenu à présenter son projet dans le détail...

Et finalement ? Finalement un conseiller municipal consent à reconnaître un défaut de communication, l'agent ONF s'engage à proposer des modifications sur les points les plus sensibles, et à faire visiter les bois à ceux qui le souhaitent, pour discuter sur pièce. Le maire se résoud à suspendre le projet et le conseil s'engage à composer avec l'avis des sectionnaires. Tout n'est donc pas perdu.

Suite à cette réunion, une assemblée des habitants est organisée pour discuter de la gestion des bois. Moins de monde qu'à la réunion publique et le nouveau projet ONF est sur la table. Il comporte plusieurs avancées notoires, comme l'abandon des coupes rases et des résineux et des pistes intéressantes : plutôt que d'être vendu sur pied, le bois pourrait être vendu façonné, c'est-à-dire tombé, billonné et débusqué (amené en bord de route). Cette pratique permet notamment de choisir les intervenants (bûcheronnage et débardage), et d'être plus exigeant sur le soin apporté au travail dans les bois.

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi sont de plus de 1,60 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

4 numéros (1 an) = 6,50 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

8 numéros (2 ans) = 13 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre.

Adressez-le à Creuse-Citron, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

Reste un problème de taille (vous reprendrez bien une petite louche de jargon forestier) : les cloisonnements. Pour l'agent ONF, le débardage mécanisé nécessite des allées larges de 4 mètres, ouvertes tous les 25 mètres, pour récolter et charger les bois coupés. Évidemment, voilà qui change le visage de la forêt pour quelque temps. Vu les particularités du chantier (fortes pentes, grandes longueurs de débardage, etc.), le travail au cheval semble difficile, sauf peut-être sur une parcelle. Et entre le cheval et le chargeur de 28 tonnes ? À première vue, pas grand-chose...

Aux habitants de creuser ces questions, donc, et de faire des propositions pour la parcelle initialement prévue en coupe rase. Là encore, pas facile : beaucoup de chablis (arbres couchés par la tempête de 1999) et des noisetières très denses. Même pour y planter des feuillus (chêne, châtaignier, pourquoi pas en mélange avec du mélèze ou du douglas), il faut faire de la place : arrachage à la pelleuse, coupe pour le bois énergie, arbans (chantiers collectifs entre habitants) pour ménager des clairières et faire un peu de bois de chauffe au passage ? Cette dernière idée a de quoi plaire, mais savoir qui sera prêt à mettre la main à la pâte...

Si la première assemblée des habitants, quoiqu'un brin laborieuse, a permis de débroussailler ces questions, la seconde a donné lieu à la création de trois groupes de travail (affouages, sylviculture douce, consultation des habitants). Une vingtaine de personnes, sur la soixantaine d'habitants concernés, s'intéressent à la question, avec des avis partagés. D'autres visites sur place seront nécessaires et un projet d'association est dans les tuyaux... Constituer, petit à petit, une vraie force de proposition, capable de peser dans la discussion avec l'ONF et le conseil municipal : voilà tout l'enjeu des mois qui viennent.

Mais le cas des bois sectionnaux de La Rochette est édifiant à plus d'un titre. Cette histoire raconte la déprise agricole, le manque de transmission entre anciens et nouveaux venus. Elle raconte aussi les



Le débardage à cheval, une autre manière de travailler la forêt

Image tirée du film de Christophe Gâtineau *Tête de mule*

lacunes de la démocratie locale, l'éloignement des élus vis-à-vis des habitants, et le manque d'intérêt des habitants pour les décisions prises au conseil municipal. En toile de fond, c'est l'obligation de gestion qui est faite aux conseils municipaux, via l'ONF, pour répondre à la demande industrielle de bois. Ici, la plus grande partie du bois coupé (peu de gros arbres) partirait en bois de chauffage, via une grosse entreprise de l'Indre, le reste en bois de trituration (pâte à papier) ou en traverses (type traverses SNCF) pour l'aménagement paysager.

Mais à propos de bois de chauffage, quels sont les besoins des habitants ? Comment organiser d'éventuels affouages, mettre en commun les savoir-faire et le matériel, voire faire appel à des gens du métier ? Quels pourraient être les besoins de la commune, pour chauffer les bâtiments communaux, voire mettre à disposition du bois pour celles et ceux que le grand âge, le manque d'argent ou, que sais-je encore, empêchent de s'approvisionner correctement ?

Et si l'on considère que les bois ont besoin d'être travaillés, fut-ce selon l'idéal de la futaie jardinée, pour donner des arbres de qualité, reste à en concilier

les différents usages : bûcheronnage, promenade, chasse, cueillette... Longtemps les communs ont servi à l'approvisionnement local, et si l'ère industrielle a bouleversé ces pratiques, le désir d'en sortir, la nécessité de s'y atteler, nous y ramèneront peut-être avant longtemps. Pour finir, on ne pourra que se réjouir de voir des voisins apprendre à se connaître, réclamer leur part des affaires communes, et s'organiser en conséquence. D'autant plus si, ailleurs, dans d'autres communes (les élections municipales approchent...), d'autres se renseignent sur ce qui subsiste de biens communs par chez eux ; et s'aventurent sur un terrain – les communs et l'entraide – situé à la croisée de changements culturels nécessaires à notre époque.

Ici un lavoir, là un four à pain, quelques hectares de bois... Et les chemins, alors ? On pourrait rouvrir les chemins ! En voilà un beau chantier commun... mais difficile encore. Il va falloir se mettre d'accord, et se retrousser les manches...

DAVID

Déployer la télémédecine en Limousin¹

S'INSCRIVANT DANS LA DROITE LIGNE de la loi sur la santé élaborée par la ministre M^{me} Buzyn, et votée par le parlement en mars dernier, nous entrons, à en croire le professeur Moreau du CHU de Limoges, dans une phase de développement industriel de la télémédecine².

La télémédecine consiste à ausculter les malades à distance grâce à une installation d'écrans et de caméras et une connexion à l'Internet. C'est une médecine sans contact humain et qui préfigure l'arrivée de docteurs robots.

Le journal *La Montagne*, comme les autres grands quotidiens, s'efforce avec application et ténacité d'imposer comme naturelle, allant de soi, cette évolution qui vise à éliminer la relation humaine ainsi que le savoir-faire humain de tous les métiers et notamment de celui du soin aux personnes.

Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, des scientifiques américains ont défini leur nouvel espace de recherche : l'élimination de l'humain, trop imprévisible et trop sensible, au bénéfice des machines. C'est ainsi que, dans la suite logique de l'invention (et de l'utilisation !) de la bombe atomique, a été développée une nouvelle science : la cybernétique³. Tout le pouvoir de décision devait échoir

aux machines informatiques afin de supprimer la contingence humaine dans la gouvernance des nations victorieuses. Les industriels, qui venaient de mettre en place « l'organisation scientifique du travail » dans les usines, vulgairement appelée « travail à la chaîne », se sont engouffrés sans hésiter dans cette brèche avec le soutien actif du ministère de la Défense. Les investissements, publics et privés, ont été colossaux et ont permis des avancées technologiques considérables dont on mesure les résultats aujourd'hui.

La numérisation de l'administration, qui doit être complète en 2022, et des services aux personnes (poste, banque, médecin, hôpital, école, etc.) en est une bonne illustration. Elle implique l'arrivée massive de robots et de machines nourries à la dénommée « intelligence artificielle » dont nous découvrons la réalité jour après jour :

Des robots donnent des cours de gymnastique dans les Ehpad du groupe haut de gamme « Maisons de famille »⁴.

Six robots viennent de rejoindre l'équipement pédagogique de l'école de Soligny-le-Temple. Testés et approuvés par l'Éducation nationale, ils sont destinés aux maternelles (grandes sections) et aux primaires (CP)⁵.

Des taxis robots sur les autoroutes franciliennes [...] La RATP et IDFM (Île de France Mobilités) continuent leurs tests de minibus sans chauffeur⁶. La direction du système d'information a équipé les 5 mairies de secteur (Amiens) de bornes d'accueil numériques. Les bornes de gestion des files d'attente seront à terme reliées à un module de prise de rendez-vous « Démarches citoyens » sur amiens.fr⁷. Un robot vient d'être installé dans la gare SNCF de Lyon Part-Dieu pour renseigner la cohue incessante de voyageurs sur les fonctionnalités de la gare et les aménagements à venir.

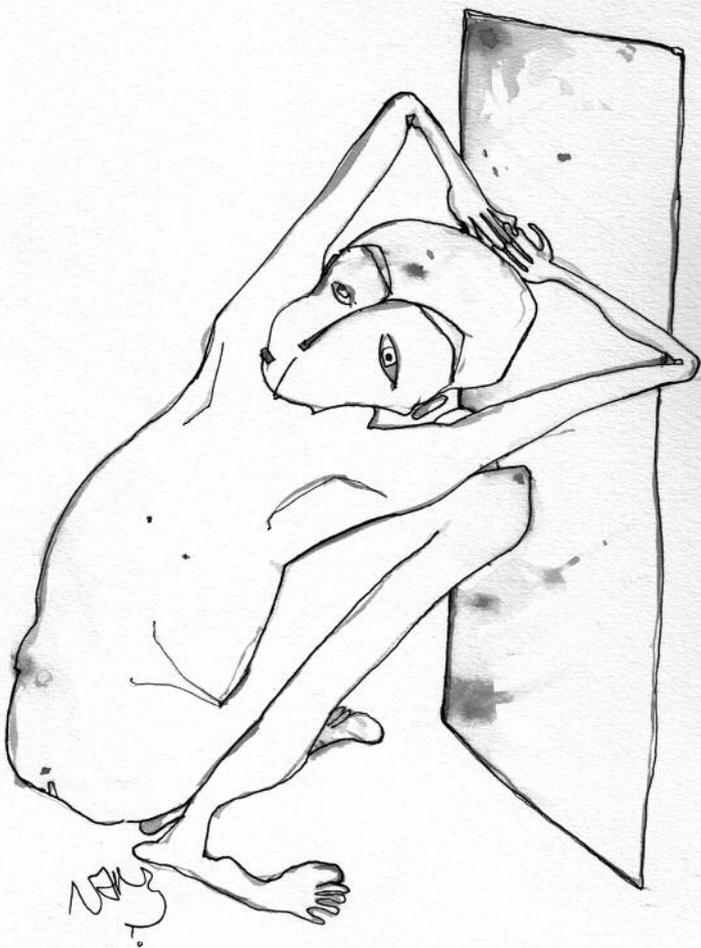
L'université de Lyon III accueille, quant à elle, des robots de télé-présence et a installé des « Learning-Lab », salles de cours entièrement connectées avec tableau numérique, caméras et canapés connectés.

Le CHRU de Nancy est le premier établissement de santé français à s'équiper d'une suite complète d'outils « intelligents » de surveillance permettant une détection précoce des signes de détérioration de l'état des patients hospitalisés en unité de soins conventionnels, en partenariat avec Philips⁸.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi le flot journalier de ces transformations.

La crise actuelle du système de santé, illustrée par des mouvements sociaux très importants et s'inscrivant dans la durée, révèle le manque criant de personnel et d'humains capables de créer une vraie relation. La seule solution proposée par le gouvernement, là comme ailleurs, est la prolifération, comme on vient de le voir, de machines sophistiquées et onéreuses, destinées à se substituer au personnel, aux agents et aux praticiens.

Ainsi après avoir désorganisé et dépeuplé les campagnes, les pouvoirs publics s'étonnent du manque de médecins. Après avoir imposé sans ménagement la « révolution verte » avec ses pesticides, ses pollutions de l'air et des rivières, le tout-voiture et l'augmenta-





tion dramatique des gaz à effet de serre (GES), les mêmes sont surpris de l'accroissement très important des

pathologies⁹. C'est pourtant cette ligne politique, appuyée sur une science au service des industriels et sur la croissance économique, qui a abouti à la dislocation du tissu social, à l'arrachement du lien à la Terre et à la beauté, à la misère et au désastre du dérèglement climatique.

Malgré ces constats, l'évolution se poursuit comme si rien n'était... inexorablement.

« Grâce au chariot de téléconsultation et à des outils connectés, la téléconsultation est aussi simple qu'un coup de fil via Skype¹⁰ » (ce logiciel appartient à Microsoft, un des géants de l'Internet). Cette phrase est symptomatique du mensonge qui a englouti nos vies.

Il n'est pas simple, et c'est un doux euphémisme, de fabriquer toute cette machinerie. Pour ce faire, il faut détruire la Terre, les forêts, les peuples et leurs cultures, polluer l'air et les rivières avec des produits chimiques¹¹. Cela nécessite des quantités gigantesques d'eau, alors que nous en manquons déjà cruellement, énormément de charbon et de pétrole. Ce qui entre en contradiction totale avec les derniers rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui affirment l'urgence de laisser les énergies fossiles dans le sol. Cela conduit, d'un côté, des millions de personnes, principalement en Chine, à travailler comme des esclaves pour assembler ces « outils connectés ». De l'autre côté, comme un miroir, la connexion permanente fabrique ici un nouveau sous-prolétariat, principalement féminin, appelé « travailleuses du clic ». Elles sont de plus en plus nombreuses à « se connecter sur des sites de microtravail pour réaliser des tâches payées quelques centimes »¹².

Il n'est pas simple de faire fonctionner tout cet appareillage électronique. Il consomme tant d'électricité que la Terre en pâtit d'avance. Il exige également des investissements immenses de la part de l'État, dans la recherche appliquée¹³ et dans les infrastructures. L'installation de la fibre optique, indispensable pour mettre en place cette numérisation intégrale et imposée par le président Macron, en est un bon exemple. La somme que chaque département français a dépensée ou devra dépenser avoisine les 500 millions d'euros¹⁴. Ce qui donne un total extravagant, indécent alors que les hôpitaux, les services d'urgence et les Ehpad manquent cruellement de personnels et donc de moyens financiers.

Il n'est pas simple et il est inacceptable d'envisager de prendre soin de l'autre sans une véritable relation humaine. Cette médecine,

l'« e-santé » comme elle est nommée par tous ces fossoyeurs du monde¹⁵, considère les individus comme des flux, des marchandises, des numéros.

La santé humaine ne s'inscrit pas dans un univers de machines, « raccordées à des logiciels »¹⁶, mais nécessite un lien d'écoute et d'estime réciproque que seule la relation directe de l'un à l'autre peut procurer. Ce monde sans relations humaines, isolant chacun devant son écran, que l'on va nous imposer si nous ne réagissons pas, est à l'opposé, me semble-t-il, des aspirations à la dignité, à la fraternité et à la justice sociale. Il permet, en outre, la mise en place d'un totalitarisme high-tech, le tout-connecté permettant le tout-contrôle, où la liberté disparaîtra et avec elle les derniers interstices nous autorisant à vivre selon des préceptes non-marchands et non soumis à la standardisation industrielle.

HERVÉ KRIEF, le 30 juin 2019

1. *La Montagne*, 18 juin 2019.

2. *Ibidem*.

3. Lire Céline Lafontaine, *L'Empire cybernétique* (Seuil, 2004).

4. *La Montagne*, 15 février 2019.

5. *Le Perche*, 28 mars 2018.

6. *Le Parisien*, 24 mai 2018.

7. *Journal d'information des agents d'Amiens-Métropole*, été 2018.

8. *L'Ire des Chênaies*, 19 juin 2019.

9. « Cancer, obésité, diabète, allergies, maladies du cœur et des vaisseaux, maladie d'Alzheimer, autisme... sans compter les très nombreuses pathologies émergentes comme l'hypofécondité, les intolérances alimentaires, la sensibilité multiple aux produits chimiques ou encore l'électro-hypersensibilité. [...] Ce livre montre le rôle essentiel de notre environnement – qu'il s'agisse de la pollution atmosphérique et chimique, de l'eau, des sols, des métaux lourds, des ondes électromagnétiques, etc. – dans la naissance et le développement des maladies. »

Dominique Belpomme, *Comment naissent les maladies* (Les Liens qui Libèrent, 2016).

10. *La Montagne*, 6 juin 2019.

11. En 2015, Benoît, 6 ans, et Lucas, 4 ans, se plaignent de maux de tête, de gorge, de ventre et de diarrhées. Leur école maternelle était située à 1,5 km de l'ancienne mine d'or de Salsigne (Aude), fermée en 2004 après un siècle d'exploitation. « Sur ce site, l'un des plus pollués de France, roupillent 12 millions de tonnes de déchets bourrés d'arsenic, un poison massivement utilisé pour l'extraction de l'or, directement entreposés à même la montagne. Une rivière le traverse, l'Orbiel, dont les crues, en cas de fortes pluies, inquiètent plusieurs maires des communes avoisinantes. » Amenés à l'hôpital de Carcassonne, les analyses d'urine révèlent 15 microgrammes d'arsenic par gramme de créatinine pour Benoît et 20 pour Lucas. Le seuil de surexposition officiel est fixé à 10 microgrammes !

Le Canard enchaîné, 19 juin 2019.

12. *Le Monde*, 26 avril 2019. Reportage de Laura Motel, « Dans le quotidien des travailleuses du clic ».

13. PMO, *Recherche : qui paie commande* (Service compris, 2015).

14. *Le Rappel de Beauchastel*, n° 6, mai 2019.

15. Laurent Joffrin, un des plus fidèles chiens de garde du système, en fait l'éloge dans l'édition du 21 mars 2019 du journal *Libération*.

16. *La Montagne*, 6 juin 2019.

De la santé

Selon l'historien des pratiques de santé, Hervé Guillemain, l'organisation des soins que nous connaissons aujourd'hui a été mise en place par Napoléon. Il a favorisé un monopole au profit des médecins et des pharmaciens qui défendaient une médecine mécanique et chimique. Raspail, candidat socialiste malheureux aux élections de 1848, proposait un chemin loin des industriels et des médicaments synthétiques. C'est à cette époque que la mise au ban des pratiques holistiques et naturelles, pourtant fort répandues, a démarré. Cela n'a jamais été démenti depuis, Pétain ayant aboli le diplôme d'herboristerie en 1942 sans que jamais aucun gouvernement ne soit revenu sur cette décision. De nos jours, ce sont les grands groupes pharmaceutiques qui financent presque exclusivement la formation des docteurs diplômés tout au long de leur carrière. Ils prônent une vision technique du corps, isolant chaque élément pour le traiter séparément en utilisant les produits qu'ils vendent eux-mêmes. Nous sommes à l'opposé, par exemple, d'une philosophie chinoise traditionnelle qui conçoit, elle, le soin comme un tout. La bonne santé étant l'objectif du soignant qui considère les individus situés « entre ciel et terre ».

H. K.

Quelques éclaircissements sur le mouvement des Gilets jaunes à l'adresse d'amis étrangers

Les éclaircissements contenus dans cette lettre de Jacques Philipponneau, destinée, à l'origine, à quelques-uns de ses amis étrangers, nous ont paru mériter une plus large diffusion. La lettre était accompagnée de tracts et communiqués d'origines très diverses, parus tout au long du mouvement, auxquels les notes renvoient. Le lecteur avisé saura se les procurer aisément.

CE MOUVEMENT DES GJ, totalement imprévisible dans son prétexte, ses formes, sa durée et l'ébranlement qu'il a provoqué, est d'ores et déjà reconnu comme la plus grave crise sociale survenue en France depuis 1968¹. Je ne m'étendrai pas sur tout ce qui est communément admis sur ce mouvement et sa sociologie ou les spécificités typiquement françaises et aussi *personnelles* de l'exécutif actuellement au pouvoir (provocateur, bureaucratique, méprisant et particulièrement répressif), facteur contingent qui a largement contribué à exacerber le conflit². Les quelques documents cités, assez éclectiques, en donnent globalement, malgré leurs limites ou leurs parti-pris, une vision assez claire. Il paraît plus important d'essayer de dégager, au-delà des clichés laudatifs ou critiques, ce qu'il signifie pour l'avenir des conflits et des enjeux de notre temps.

Après bien d'autres pays occidentaux, il s'agit de la révolte des gens ordinaires se reconnaissant eux-mêmes comme faisant partie des classes moyennes (au sens de la normalité courante ; on laissera aux puristes du concept les discussions byzantines sur la non pertinence d'une telle dénomination), en fait la couche inférieure appauvrie des classes *laborieuses* et des retraités non encore rejetés parmi les inutiles *sumuméraires* du système, mais qui en ressentent la crainte pour eux, leurs parents ou leurs enfants. Et de fait, même dans un pays dit « riche » comme la France, et en dehors même de toute crise majeure, il est de plus en plus difficile à ces catégories de satisfaire leurs besoins matériels essentiels, c'est-à-dire non seulement *ceux-là mêmes* que ce système a rendu nécessaires à leur vie quotidienne encadrée dans la modernité, mais les plus fondamentaux besoins de logement, de chauffage ou de nourriture.

L'hégémonie progressive du capitalisme dans le système de domination a eu pour projet, et partout pour résultat, en faisant triompher la société industrielle, de limiter la vie à sa dimension économique et à réduire les aspirations humaines au travail et à la satisfaction des besoins matériels. Par-delà toutes les souffrances, les crises, les guerres et quels que soient les régimes politiques mis en œuvre pour accomplir ce programme (les fascismes et les socialismes bureaucratiques, malgré leurs projets de construire un homme nouveau, ont dû intégrer cette centralité ou

bien disparaître), on peut dire que depuis la toute fin du XIX^e siècle il fut globalement accepté car il a grosso modo su tenir sa promesse d'une amélioration matérielle du sort des populations (le phénomène fonctionne encore efficacement pour tous les pays émergents en phase d'industrialisation rapide). Mais dans les anciens pays industriels, ce processus historique s'est interrompu à la fin du XX^e siècle, les salaires réels ont stagné puis diminué et les conditions de vie se sont progressivement dégradées. La certitude quasi séculaire des classes laborieuses, que leur sort matériel s'améliorerait avec le temps, qu'ils vivaient mieux que leurs parents et qu'il en serait de même pour leurs enfants, s'est progressivement effondrée.

Une inversion s'est produite, lentement d'abord par la désindustrialisation et l'automatisation du travail industriel résiduel, puis brusquement dans la conjonction de la crise financière de 2008 et d'une accélération de la mondialisation, associée à l'informatisation de *toutes* les activités humaines. La crainte d'un déclassement s'est muée en une certitude que toute stabilité et toute sécurité matérielle se sont perdues en même temps que toutes les formes de solidarité anciennes. Chacun désormais peut être précipité dans l'abîme du néant social *et le sait*.

LE MANDAT DU CIEL CAPITALISTE EST ÉPUISÉ.

Le même phénomène s'est produit dans tous les pays anciennement industrialisés et a alimenté diverses formes de populisme de droite, autoritaires, nationalistes et xénophobes. La singularité du mouvement des GJ français (et bien qu'il existe dans le pays un parti politique de ce type électoralement puissant), c'est que non seulement son immense majorité n'a pas fait du repli nationaliste, du racisme ou de l'obsession anti-immigration son cheval de bataille, mais qu'il les a délibérément et explicitement ignorés ou relégués comme problèmes secondaires. Naturellement, dans un tel mouvement aussi étendu et si hétérogène, vitrine idéale pour tout sectateur en mal de visibilité médiatique, çà ou là des manifestations de ce genre ont existé, les électeurs extrêmes de la droite populiste n'ont pas disparu par enchantement, ni les intégristes musulmans antisémites, voir l'incident avec Finkelkraut par exemple. Mais ce qui est indéniable c'est qu'au grand dam du pouvoir et des progressistes qui les ont montés en

épingle et des médias qui les ont montrés systématiquement en boucle, ces manifestations sont restées tout à fait marginales et combattues comme telles.

Ce qui l'a emporté sur tout et qui fait l'unité d'un mouvement si éclectique, c'est le retour et le sentiment partagé d'une lutte des classes au sens le plus fondamental, celle des pauvres contre les riches. Et si l'État a été si particulièrement attaqué, c'est en tant que défenseur des riches, et ses représentants, en tant que parasites³. Les vieilles références de la lutte des classes habillée de la phraséologie marxiste et la critique du capitalisme en tant que tel étaient quasiment invisibles au début du mouvement. La gauche classique et le gauchisme sont si déconsidérés et leurs références si méconnues, oubliées ou devenues inutiles, synonymes de tant de mensonges, de trahisons et d'impuissances que ce qui est massivement présent comme référence historique, c'est la Révolution française de 1789, considérée comme victorieuse, et en plus concret pour les plus anciens, Mai 68.

Comme s'il s'agissait de reprendre le cours inachevé de l'Histoire, la devise liberté, égalité, fraternité est explicitement réappropriée comme programme concret, « *la liberté et l'égalité on les aura, la fraternité on l'a déjà* », comme les couleurs de la république sont là pour rappeler que le peuple est souverain et qu'il a déjà coupé la tête d'un roi, « *un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* », de même que le rappel récurrent de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1793 légitimant l'exigence de destitution du président honni : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.* »

Ce n'est donc ni un mouvement populiste de droite ni un mouvement révolutionnaire de gauche mais une sorte de *citoyennisme* radical qui, faute de mieux, prend au mot toutes les affirmations quotidiennement bafouées des fondements démocratiques et des discours du personnel politique. Il n'est pas strictement mû par des revendications matérielles mais autant par des exigences *morales* sur le fonctionnement de l'économie, du pouvoir politique et *in fine* de la société, retrouvées concrètement dans la fraternité des ronds-points, critique collective en acte de l'isole-

ment social imposé par la modernité : « *avant on était tout seul devant nos écrans* », « *on a retrouvé une famille* ».

Ces simples faits et la présence des drapeaux tricolores ont suffi dans un premier temps pour tenir à l'écart la plupart des militants de gauche et d'extrême gauche, fâchés que le réel ne se plie pas à leurs canons idéologiques et à leur *dress code*⁴. Certains reviennent maintenant, dans le lent reflux du mouvement, pour tenter de placer leurs incantations rituelles, anticapitalistes, antifascistes, antiracistes, de genre, etc. dans l'indifférence générale⁵.

D'autres (pour aller vite, les diverses composantes du « black bloc », dont on trouve l'expression plurielle sur le site *Lundi matin* lui-même lié au *Comité invisible*) ralliés très vite par leur *fixation* sur l'affrontement avec la police, ont cru que la situation pouvait devenir révolutionnaire et qu'il suffisait pour cela de donner un petit coup de pouce à l'histoire pour que l'émeute se transforme en insurrection et celle-ci en révolution. Depuis, certains feignent d'être étonnés que la plupart des initiateurs du mouvement ne soient pas finalement les authentiques révolutionnaires rêvés mais qu'ils se désolidarisent régulièrement, au gré des circonstances, des violences urbaines qui sont pour ceux-ci le seul critère de radicalité⁶. Et ils s'emploient chaque semaine à vérifier *négligemment* leur credo dans ce qui se réduit maintenant aux affrontements rituels de fin de manifestation avec une police suréquipée qui, passés les premiers samedis d'affrontements spontanés extrêmement violents, a toujours eu globalement la situation en main⁷. Mais ce qui est nouveau, c'est que cette violence, au demeurant tout sauf aveugle et essentiellement symbolique, si elle n'est pas le fait de la majorité des GJ, a été vue par celle-ci comme une conséquence inévitable du mépris de l'État, de la brutalité policière, de l'ampleur de la répression judiciaire et plus généralement de la violence sociale.

On peut faire l'hypothèse que le saccage des Champs-Élysées, durant toute la journée du samedi 16 mars lors de l'épisode 18, est le résultat conjoint d'une stratégie provocatrice classique de *laissez-faire* du pouvoir (avec éventuellement des résultats qui l'auraient dépassé ; la fable officielle que des fonctionnaires *subalternes* de la préfecture de police aient pris l'initiative *cachée à leur hiérarchie* d'affaiblir à un tel point la capacité d'intervention de la police semble difficilement crédible) et de la *radicalisation* des 8 000 à 10 000 manifestants présents, black blocs et GJ réunis. Quoi qu'il en soit, si le résultat peut apparaître *tactiquement* satisfaisant pour les versaillais du parti de l'ordre, en se débarrassant d'un préfet de police peu fiable, en faisant accepter la nouvelle loi anticasseurs, un

durcissement de la répression, l'appel symbolique à l'armée et accessoirement une loi de privatisation contestée (votée en catimini à 6 h le matin même), l'échec est patent puisqu'il n'a pas réussi à provoquer une réelle scission au sein des GJ sur la question de la violence, ni un raz de marée de soutien au pouvoir.

Tout le monde sait que ce sont les émeutes spontanées de novembre et décembre, consécutives à la violence aveugle de la police, qui ont fait trembler et céder en partie le pouvoir. Quant au pillage du Fouquet's le 16 mars, comme symbole de classe, il a réjoui la meilleure partie du pays, le sort des Champs-Élysées (le lieu le moins fréquenté des Parisiens), étant pour la plupart des Français aussi lointain et indifférent que celui de Dubaï. La force de ce mouvement, visible dans sa durée, sa détermination et son indifférence aux accusations de violence, réside essentiellement dans son refus de toute hiérarchie, de tout leadership et dans l'intensité vécue de la solidarité devant la violence étatique massive⁸. Violence jusque-là réservée aux banlieues, aux zadistes ou au cortège de tête.

En quelques points, on peut en résumer les effets remarquables, réaffirmés sans cesse jusqu'à maintenant :

- refus de toute récupération de la part de *tous les partis et syndicats*,
- dénonciation des médias comme instruments du pouvoir,
- refus de toute représentation, de porteparoles officiels et de toute évolution électoraliste,
- exigence de démocratie directe,
- prise de conscience massive et dénonciation de la violence policière d'un pouvoir au service direct d'un système et d'une oligarchie,
- tentatives d'installer dans la durée, directement et physiquement, les liens établis durant ces mois, tant au niveau local que national.

Dépassant les strictes revendications matérielles initiales, la durée du mouvement et l'organisation de discussions, tant directes que sur les réseaux sociaux, ont amené les manifestants à se poser progressivement des questions plus générales sur la nature de la société et les moyens de la transformer⁹. C'est là le crime qui contient potentiellement tous les autres et a motivé le contre-feu du pseudo « grand débat » organisé par l'État, de peur d'une contagion à l'ensemble de la société.

C'est la pérennité ou non de l'instauration de ces discussions critiques en dehors de toute tutelle, tant au niveau local qu'au niveau national, qui déterminera pour les temps à venir si ce mouvement peut avoir un effet cumulatif ou bien s'il disparaîtra sans laisser de traces observables comme tant d'autres avant lui¹⁰.

Car les limites de ce mouvement sont tout aussi évidentes :

- la contagion n'a pas eu lieu : malgré une participation nombreuse et le soutien exprimé d'une large majorité de la population, il n'est jamais devenu un mouvement de masse paralysant la société, mais comme bien souvent une révolte par procuration. Quelques centaines de milliers de manifestants (au plus fort du mouvement) pour quelques millions de partisans affirmés et 70% de la population en « supporters » de sondages¹¹,

- faute d'un soutien massif réel, il n'a jamais trouvé d'autres lieux physiques à occuper que la précarité des ronds-points, des péages d'autoroute, des parkings de supermarchés et de quelques lieux associatifs (à Saint-Nazaire par exemple) où la remise en cause de la société aurait pu prendre une autre ampleur en touchant une plus grande diversité sociale,

- il est resté de ce fait pour l'essentiel un mouvement provincial, moins rural que périurbain, ignoré par les couches plus favorisées des classes moyennes des grandes villes (particulièrement de la capitale) et l'objet du mépris haineux de toutes les élites : Luc Ferry, « philosophe », ex-ministre de l'Éducation, à propos de la police, « Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois. Écoutez, ça suffit. »,

- la fameuse « convergence des luttes », incantation rituelle du néo-gauchisme, est restée une fois de plus lettre morte. Les syndicats, effrayés de leur impuissance et de leur mise à l'écart, ont refusé de s'associer au mouvement, les étudiants, trop occupés par « l'intersectionnalité » de leurs obsessions de genre et d'antiracisme ont brillé massivement par leur absence et, mis à part la présence régulière du « Comité Adama », *collectivement* les jeunes des banlieues ont été absents hors quelques raids « Rolex » sur les Champs-Élysées ou sur la Canebière à Marseille,

- les manifestations contre le dérèglement climatique qui ont eu lieu simultanément, et qui sont le fait globalement d'autres catégories sociologiques, plus urbaines, plus jeunes, plus diplômées, plus déférentes, *moins enragées*, n'ont pas voulu s'associer au mouvement des GJ, au profond soulagement du pouvoir,

- cette limitation socio-géographique, qui a favorisé une non-remise en cause plus globale du système, amène le mouvement des GJ à se focaliser sur quelques exigences, la démission de Macron, le rétablissement de l'ISF (l'impôt sur la fortune), l'augmentation des salaires et des pensions, le RIC (référendum d'initiative populaire), impossibles à atteindre,

- en conséquence, le reflux largement entamé, quoique lent, est inévitable.

Dans de telles conditions, on peut s'étonner de la fermeté du mouvement sur quelques points fondamentaux qui sont d'ordre profondément politiques : l'exigence de démocratie directe (quel que soit l'adjectif dont elle est affublée, *transversale, participative, horizontale, etc.*) avec le contrôle et la révocation des représentants, entraîne un refus radical de la vieille politique électorale des partis et celle co-gestionnaire des syndicats, tandis que l'exigence de liberté et d'égalité, constamment réaffirmée elle aussi, a exclu de se laisser entraîner sur le terrain de la xénophobie et du repli nationaliste.

Il faut voir là moins une sorte de vertu transhistorique propre au peuple français (quoique l'histoire politique de ce pays n'y soit pas totalement étrangère) que le résultat remarquable d'une implosion accélérée des illusions politiques récemment apparues. En moins de deux ans, les replis nationalistes de Trump, du Brexit ou de l'Italie ont montré leur inanité tandis que la fuite en avant technophilo-libérale à la Macron explosait en vol et que la gestion écolo-citoyenne à la Podemos se réduisait notablement à des mesures symboliques ou cosmétiques.

L'explosion tardive du mouvement des GJ a eu cet effet paradoxal de ne pouvoir se bercer de telles illusions aussi vites démenties par les faits, car en quelques années, la conviction profonde que ce système ne peut ni se réguler ni se réformer est devenue très banale. À sa manière, le mouvement des GJ exprime cette constatation qu'aucune délégation de pouvoir ne saurait résoudre les problèmes réels auxquels sont confrontés nos sociétés et qu'il faut donc que les peuples reprennent leur destin en main. La naïveté assez générale des propositions des GJ et les limites évidentes de leur critique ne doivent pas occulter le scandale et l'effroi que ces constatations et résolutions potentiellement subversives provoquent, et elles ne doivent rien à l'existence préalable d'une extrême minorité se définissant subjectivement comme révolutionnaire, dont le pouvoir affecte de craindre la menace : « les black blocs ne sont pas un épiphénomène mais une menace ancienne, constante, puissante et répétée », (le ministre de l'Intérieur *dixit*). Cette minorité n'a été et n'est pour rien dans l'irruption de cette crise majeure et n'a pratiquement eu aucun effet sur son évolution. Sauf à constater que la banalisation de la violence urbaine lors des manifestations de rue n'effraie même plus la province.

Si le souvenir et l'exemple concret de Mai 68 en France s'estompent et ne signifient plus grand-chose pour ceux qui ne l'ont pas connu directement, ils hantent littéralement les couloirs de l'État. Car si le personnel politique actuel n'a pas plus l'expérience directe de cette crise révolutionnaire, c'est le privilège et

le *devoir* de l'État d'archiver et de transmettre *la mémoire* des périls qui l'ont menacé. L'État actuel sait qu'il n'a, ni n'aura jamais plus, les moyens de négocier une telle sortie de crise à l'ancienne, ni économiquement par une redistribution financière, ni politiquement en accordant de nouveaux droits sociaux, sans parler bien sûr des nouveaux griefs sur lesquels il n'a *aucune prise*.

Naturellement Mai 68 ne reviendra jamais, comme ne revient jamais à l'identique aucun événement historique majeur, banalité que ne manquent pas de nous rappeler les repentis gauchistes cooptés, les révolutionnaires fatigués et des politiciens faussement soulagés. En effet, si une crise globale venait à coaguler l'ensemble des critiques, des griefs et des colères portées par une majorité certaine de la population, il est évident que cela aboutirait très vite non pas à un Mai 68, mais à un Mai 68 puissance dix.

Il ne s'agirait plus en effet, comme il y a cinquante ans, de la juxtaposition, sur une base écrasante de revendications social-démocrates canalisées par le parti stalinien, d'un révolutionnarisme néo-léniniste arriéré et d'une bien plus faible critique radicale de la société moderne, mais bien d'une remise en cause globale d'une civilisation à l'agonie, dans toutes ses dimensions écologiques, sociales, politiques et imaginaires. Comme le résume irréfutablement le slogan apparu dans les manifestations, tant des GJ que dans celles contre le dérèglement climatique : « *Fin de mois, fin du monde, mêmes ennemis, même combat.* »

Depuis quinze ans, on a vu, en France, une succession de crises aussi diverses que durables qui n'ont en commun que d'être sans solution. C'est évident pour ce qu'on appelle ici la crise des banlieues, c'est-à-dire la paupérisation pérenne des ghettos et une désintégration sociale qui explose régulièrement en émeutes face au racisme de l'institution sécuritaire, sans autre avenir que leur perpétuation.

Mais si l'on regarde ailleurs, par *la brèche ouverte* dans le consensus de l'idéologie du progrès provoquée par la longue lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, on doit constater qu'elle a mis sur la place publique une critique anti-industrielle systématique, auparavant confinée dans un ghetto intellectuel, autant dans ses manifestations concrètes de « *grands projets inutiles* » que dans son idéologie techno-progressiste « *contre l'aéroport et son monde* », ou encore de sa « *transition énergétique, imposture technocratique* ». Elle n'en sortira plus et les manifestations croissantes pour le climat, entre autres, vont porter le conflit à un niveau global inconnu jusqu'alors, car la société industrielle n'a d'autre possibilité que de continuer son pillage, ses destructions et sa

guerre à la vie. Par conséquent, c'est tout le système économico-politique qui est critiqué, non seulement au nom de l'évidence d'un péril imminent, mais de plus en plus au nom d'une autre conception de la vie.

Ce conflit était déjà présent en 2016 dans le phénomène de Nuit Debout et les manifestations contre la loi « Travail » qui, pendant deux mois, avait porté déjà, mais de manière plus minoritaire et centrée sur la non-légitimité des représentations politiques, la critique sur la funeste coalition politico-économique et techno-industrielle.

Et maintenant en quelques semaines, mieux qu'en quarante années de luttes perdues, le soulèvement des GJ, porté par des couches de la population qui s'étaient tenues majoritairement à l'écart de tout ce qui précède (la phrase entendue qui revient en boucle étant « *je n'ai jamais fait de politique* » ou « *je n'avais jamais manifesté* ») a réussi à réinstaller la question sociale dans toute son ampleur au cœur de l'irréalité de tous les discours politiques.

CE MONDE VIT DÉSORMAIS SUR UN VOLCAN.

Ces phénomènes disparates, impliquant des couches de la population fortement différenciées culturellement et socialement, se juxtaposent ou se chevauchent dans le temps, sans avoir trouvé jusqu'à maintenant l'occasion de fusionner, et le secret espoir du pouvoir est évidemment qu'il en reste ainsi.

Je rappelais cette évidence il y a presque deux ans : « *Tant que le système satisfera globalement les besoins matériels basiques qu'il a lui-même produits, on ne voit pas pourquoi une masse critique de la population s'en détacherait. Or c'est la condition sine qua non d'apparition d'une crise révolutionnaire.* »

Mais voilà, nous y sommes. En dehors de toute crise brutale, mais devant la dégradation progressive de son sort, une partie des couches les plus pauvres de la population *ordinaire*, celle qui ne se reconnaît dans aucune singularité d'âge, de race, de genre, de statut social, celle universellement considérée comme la plus soumise à l'aliénation marchande, à l'abrutissement des loisirs de masse, à l'isolement accompli de la société du spectacle, à l'impuissance de la vie virtuelle, à la tentation populiste régressive, vient paradoxalement de faire sécession. La résignation s'est fracassée sur *le mur du réel* des conditions concrètes d'existence où le sentiment de la dignité bafouée tient une place centrale. Cette sécession a été baptisée à la grenade et au flashball puis confirmée par des milliers de peine de prison ; voilà des cérémonies initiatiques que des centaines de milliers de gens n'oublieront pas de sitôt.

La société de masse repose sur le soutien des dites classes moyennes, celles qui tra-



BANDEROLE « ACTE XX : LONGUE VIE À LA LUTTE DES GILETS JAUNES ! », DÉPLOYÉE À HONG KONG

vaillent et consomment, qui produisent et reproduisent le système, c'est-à-dire qui se satisfont de ses besoins et de la satisfaction de ces besoins. La circularité de cette domination n'avait jusqu'à présent été véritablement ébranlée qu'à sa périphérie et sporadiquement dans des fractions de la jeunesse partiellement ou non encore intégrée à l'économie. Or, les deux contradictions insurmontables du système, la disparition tendancielle du travail et la crise écologique généralisée, mettent d'ores et déjà à mal ce consensus historique. En dehors même de toute crise soudaine, dont personne ne se hasarde à exclure l'hypothèse, l'inévitable paupérisation de la classe moyenne intermédiaire est déjà entamée. Ce sont donc les bases sociales du système qui s'amenuisent d'année en année sans que l'on puisse imaginer par quel miracle la tendance pourrait être inversée.

Tant que cette partie plus éduquée, plus urbaine, moins périphérique, encore prompte à se bercer des illusions renouvelables de la rédemption technophile, ne se fracassera pas à son tour sur le mur du réel, les banlieues pourront brûler, les black blocs affronter la police, les ouvriers se lamenter devant leurs usines fermées, les paysans se suicider dans leurs fermes en faillite et les gilets jaunes demander en vain la démission de Macron.

On dira qu'un tel renversement est improbable, voire impossible, comme on disait il y a moins de six mois que le destin des travailleurs pauvres était de se vautrer dans leur aliénation et d'inévitablement retomber dans la fosse à purin du populisme d'extrême droite.

Mais chaque saison qui passe renforce le sentiment, même chez ceux qui se croient encore à l'abri de la tempête, d'une dépression croissante de leur vie, menacée individuellement par l'économie, collectivement

par le contrôle totalitaire de l'État et universellement par les ravages du complexe industriel-scientifique. Ceci dessine en creux le chemin pour reprendre le contrôle de la vie sur terre, sortir de la préhistoire et enfin accéder pour la première fois à une existence proprement historique en abolissant ces déterminismes dont les logiques autonomisées convergent vers un désastre désormais tangible, et pour cela rendre impossible leur reconstitution pour que tout soit rendu discutabile et effectif.

Il est courant chez les révolutionnaires sans révolution de se réchauffer au lyrisme apocalyptique d'une révolution totale, les uns voyant dans la moindre vitrine brisée le miroir trompeur du spectacle lézardé, dans la mise à sac d'une boutique de luxe la critique en acte de la marchandise, dans la fraternité créatrice fugace de l'émeute le communisme en construction, quand de plus sophistiqués reconnaissent ici la réalisation de l'amour universel et du divin, ou bien encore le dépassement de l'art et de la philosophie¹². Et rien de ceci n'est entièrement faux, car inséparable de l'intensité vécue dans la fusion éphémère de la rupture de la soumission et de l'ouverture du temps.

Mais l'irruption d'un mouvement comme celui des GJ confirme aussi des vérités plus prosaïques : marcher durablement la tête dans les étoiles nécessite d'ancrer les pieds sur terre ; les crises révolutionnaires n'adviennent que lorsqu'un système social devient incapable de résoudre les problèmes vitaux auxquels s'affronte la masse de la population, jusqu'à ce que celle-ci soit contrainte de s'en charger.

Les premiers moments de telles crises ne remettent pas en cause les fondements du système mais cherchent des solutions à l'inté-

rieur de celui-ci, et c'est la discussion collective retrouvée qui *en elle-même* constitue la menace essentielle que le pouvoir veut étouffer. C'est seulement dans un deuxième temps, dans la paralysie et l'impuissance du système, que le processus révolutionnaire se construit, que la critique s'approfondit, se généralise et que pacifiquement ou non l'ordre social ancien, celui de la séparation, cède la place au nouveau, celui d'une communauté retrouvée.

Ce sont les balbutiements d'un tel processus, cette dimension nouvelle et nécessairement expérimentale de toute crise sociale d'envergure, débarrassée enfin de tout messianisme rédempteur comme de tout leader charismatique, laissant augurer qu'une suite est aussi possible qu'elle est souhaitable, qui constituent d'ores et déjà la victoire du mouvement des Gilets jaunes.

JACQUES PHILIPPONNEAU
Avril 2019

1. Cf. *Contribution à la rupture en cours*, 7/12/18, ou *Full metal yellow jacket*, 22/01/19.
2. Cf. *Une politique expérientielle - les gilets jaunes en tant que « peuple »*, 19/12/18.
3. Cf. *42 propositions des gilets jaunes*, 2/12/18.
4. Cf. *Gilets jaunes : la classe moyenne peut-elle être révolutionnaire ?*, 7/12/18.
5. Cf. *Putch gauchiste à Commercy*, 30/12/18.
6. Cf. *Cher Éric Drouet*, 4/02/19.
7. Cf. *Prochaine station : destitution*.
8. Cf. *Communiqué de victoire n°1*, 28/03/19.
9. Cf. *Appel des gilets jaunes de Commercy à la formation d'assemblées populaires*, 7/12/18.
10. Cf. *Appel de la première « assemblée des assemblées » des gilets jaunes*.
11. Cf. *Rupture dans la contribution en cours*, 19/12/18.
12. Cf. *Le mal qui vient*.

« On va tout péter »

*Le système a peur des gens comme nous,
qui se battent pour leur survie.*
Un ex-GM&S

*Ce film est le témoignage d'un monde en voie de disparition.
Mais le cinéma sera toujours là pour en conserver la trace.*

Lech Kowalski

« YES WE CANNES »

Avec ce tee-shirt, une quarantaine d'ouvriers de GM&S animent la Croisette derrière une grande bannière affichant les portraits des 277 salariés, les 157 licenciés étant barrés de noir. Venus en car de La Souterraine, ils retrouvent la productrice Odile Allard (*Revolt cinema*) et le cinéaste Lech Kowalski, dont le documentaire, *La Ballade des GM&S – On va tout péter*, a été projeté le 16 mai dans le cadre de la « Quinzaine des réalisateurs » du festival de Cannes.

Lorsqu'ils viennent répondre au public à la fin du film, les spectateurs les accueillent pendant de longues minutes par une « standing-ovation » : « *On s'est pris l'émotion de la salle. On a ressenti qu'un combat bien mené, juste, les gens comprennent à 110%* » (un ex-GM&S). Ils remettent à Lech la « Palme d'or de la métallurgie », qu'ils ont eux-mêmes fabriquée.

« *J'aime le cinéma, j'aime ces luttes. Quand les deux se sont retrouvés, c'est assez extraordinaire. On est resté 10 jours à Cannes et eux 2 jours. Quand ils sont partis le monde était bien vide.* » (Lech)

« CAMERA WAR »

Qu'est-ce qui a motivé Lech et Odile pour venir s'installer dans le centre de la France, déclaré « zone périphérique » par des technocrates sans humour ? Après des aventures nomades et cinématographiques aux États-Unis, Lech réside en France depuis 1999. Avec *Camera war*, il poste des vidéos sur Internet, mosaïque de notre monde (crise économique, alternatives au capitalisme, Afghanistan en guerre, etc.). Il réalise des documentaires avec Arte, dont *La Malédiction du gaz de schiste* et *Holy Field, Holy War* pour lesquels il part en guerre avec des paysans polonais, derniers défenseurs d'une terre que dévastent engrais, élevage industriel et gaz de schiste ; il recueille témoignages et colères.

En 2010, il avait filmé dans l'Oise d'autres perdants, les 92 ouvriers de la Sodimatex, en voie de fermeture, qui menaçaient de faire sauter une citerne de gaz. Apprenant que le 11 mai 2017 les GM&S ont piégé avec des détonateurs et des bonbonnes de gaz l'usine qu'ils occupent jour et nuit, il les visite en compagnie de deux ex-Sodimatex : « *Quand je suis arrivé en plein cœur de la France, j'ai senti qu'un concert exceptionnel allait s'y donner. Comme le son était suffisamment fort pour attirer les médias nationaux, le concert a résonné dans le pays tout entier.* »

Il reste à leurs côtés pendant neuf mois :

« *Ce film s'inscrit dans la volonté qui m'anime de trouver de l'espoir dans la lutte. Je ne voulais pas être dans une position*

d'observateur extérieur, mais faire partie du mouvement, voir le monde à travers les yeux des ouvriers. »

Il s'aperçoit vite que micros, caméras et journalistes ne sont pas les seuls à les pister : « *Ce qui m'a choqué, c'était la quantité de policiers, de CRS, jusqu'à 40 cars. Tout cet argent pour laisser faire les capitalistes et faire taire ceux qui veulent les empêcher.* » Ce que résume ainsi Vincent : « *On a plus de contacts avec le ministère de l'Intérieur qu'avec le ministère de l'Économie.* »

Lorsque, le 20 septembre 2017, Lech filme l'occupation de la préfecture de Guéret, il est expulsé de force, arrêté puis mis en procès pour « rébellion ». Face aux nombreux soutiens qu'il reçoit, le parquet de Guéret abandonne les poursuites : « *J'ai été arrêté parce que je suis un cinéaste indépendant qui filme la vérité du monde qui l'entoure. Les oligarques ont peur de mes images. Nous avons perdu toute illusion de vivre en démocratie.* »

« ILS ÉTAIENT LÀ POUR S'ENRICHIR »

Afin de diminuer la masse salariale, les « décentralisations » ont précédé de plusieurs dizaines d'années les « délocalisations ». Après la Seconde Guerre mondiale, la « modernisation » de l'agriculture avait ruiné de nombreux paysans (voir « Les champs du départ », *Creuse Citron*, n° 8). Leurs enfants ne pouvant vivre de la terre ont fourni une main-d'œuvre bon marché et – dans un premier temps – docile aux entreprises s'installant dans les zones rurales.

Ainsi, en 1963, la Socomec, entreprise de tricycles et trottinettes, s'implante à La Souterraine. Elle se diversifie rapidement en fabriquant, par découpe, emboutissage ou pliage, des pièces pour l'automobile, marché en pleine expansion : il suffisait de se pointer le lundi à l'usine pour être embauché par « le père Devienne ». En 1991, elle emploie 600 personnes à La Souterraine, et crée Euramec (200 salariés à Bessines-sur-Gartempe, 200 au Mans).

Les GM&S expliquent que le déclin commence en 1993, date du rachat par le groupe de Saint-Ouen SER :

« *C'est le début de la déconfiture : ils ont moins investi, commencé à délocaliser, à supprimer des emplois.* » (Franck)

« *J'ai 29 ans de boîte et j'ai connu 10 repreneurs. À chaque rachat, les principaux donneurs d'ordre, PSA et Renault, choisissent le repreneur.* » (Patrick)

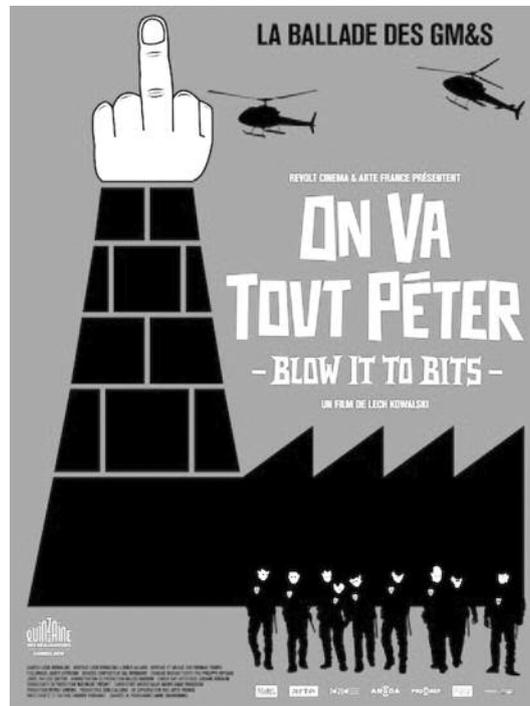
« *Ils veulent fermer depuis mars 2006. C'est pourquoi nous, le combat, la lutte, on sait ce que c'est.* » (Jean-Marc)

En 2009, c'est le tour d'Altia, spécialisée dans le rachat d'entreprises en difficulté et soutenue par Arnaud Montebourg,

ministre du Redressement productif [sic], et la BPI (Banque publique d'investissement). Avant de mettre la clé sous la porte au profit du groupe italien GM&S en décembre 2014, les 3 dirigeants se sont octroyé 1,3 million € de rémunération chacun et partagés 4 millions € de dividendes. Ils avaient constitué une SCI immobilière qui louait les locaux à GM&S, qui dût déboursier 2,8 millions € :

« C'était un pillage organisé. Ils étaient là pour s'enrichir. » (Un ex-directeur d'une usine Altia)

« Les usines n'existent-elles que pour faire de l'argent, au détriment des gens, au détriment de l'environnement ? » (Lech)



CE N'EST QU'UN DÉBUT...

Le Tribunal de commerce met GM&S en redressement judiciaire le 2 décembre 2016, PSA et Renault diminuant progressivement leurs commandes depuis une dizaine d'années pour délocaliser dans des pays aux salaires très bas : « Les combats précédents, on bloquait la production pour faire pression. Mais ils font faire une partie de leurs pièces ailleurs et on a été obligés de s'externaliser. Pendant un certain temps on a réussi à bloquer leurs propres sites. » (Jean-Marc)

Se profile alors un repreneur, adoubé par les « donneurs d'ordre », Martineau de l'entreprise GMD. Mais il ne veut conserver que 120 salariés et les GM&S menacent de faire sauter l'usine : « On a fait ça pour se rendre visibles, il y en a qui font ça avec les gilets jaunes. On voulait faire intervenir les journalistes nationaux. S'il n'y a pas de sensationnel, ça ne les intéresse pas. » (Jean-Jacques) Vont se succéder blocages de sites, interventions dans mairies, préfectures, ministères, tribunaux, soit une soixantaine de déplacements en cars, 55 000 € financés par leurs nombreux soutiens. Le 10 juin 2017 à Bellac (Haute-Vienne), Macron, les prenant pour des petits-enfants, leur confie : « Je ne suis pas le père Noël. »

Le 7 septembre, le Tribunal de commerce accepte la reprise par GMD, laissant 157 salariés dans les fossés : « C'est une catastrophe industrielle, économique et humaine. » (Jean-Louis Borie, avocat des GM&S)

... CONTINUONS LE COMBAT !

Les GM&S retrouvent le Père Fouettard à Égletons (Corrèze) : « Au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux de chercher du travail. » Paroles qu'il tente de faire oublier plus tard en déclarant : « La Creuse mérite un plan d'action global pour valoriser les atouts de ce territoire. » (Voir l'article de Creuse-Citron, n° 56, « Plan particulier de la Creuse et hyper-ruralité. La campagne se meurt, le technocrate l'achève ».)

Le 15 janvier 2018, le Tribunal administratif annule le PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi, on ne dit plus Plan de licenciements depuis janvier 2002 !). Cela devrait permettre aux GM&S d'obtenir une prime supra légale aux Prud'hommes.

L'Association de soutien et de défense des salariés GMS/LSI a un rôle important. Ainsi, une plainte est déposée contre PSA et Renault : « Nous les attaquons pour ce qu'ils nous ont fait subir depuis des années, les vies brisées, les carrières cassées, la souffrance des familles. »

Un projet de loi est mis au point afin de rendre responsables les « donneurs d'ordre » des dégâts chez les sous-traitants : « C'est pour que ce qui nous est arrivé n'arrive pas aux autres, parce que le massacre dans l'industrie et ailleurs continue, on continue à fermer des boîtes pour en ouvrir à l'étranger. »

Aujourd'hui, seule une quarantaine de GM&S ont trouvé un CDD, et les allocations-chômage se terminent en septembre. L'usine tourne au ralenti et risque de fermer d'ici deux ou trois ans.

Mais leur lutte les a transformés : « La grande leçon a été de constater à quel point les ouvriers ont appris tout au long de leur combat. Leur vision de l'existence est différente de celle qu'ils avaient en le commençant. Ce n'étaient pas des professionnels de la contestation. Je les ai vus se comporter davantage comme une famille, comme des partisans qui cherchent un moyen de survivre. » (Lech)

ÉLAN NOIR

Pour en savoir plus :

- Une émission sur Radio libertaire du 24 juin 2019 avec Lech, Odile et Jean-Marc : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

- Une vidéo sur les GM&S à Cannes :

<https://www.youtube.com/watch?v=LRGR50FlmBU>

- Une (courte) vidéo sur l'historique de l'usine :

<https://www.youtube.com/watch?v=fJG54gwpZ3I>

- L'association de soutien aux GM&S :

L'adhésion annuelle de 5 € permet de recevoir par mail informations et actions.

Envoyer le chèque à l'ordre ASDSGMS à :

ASDSGMS, 6, cité Jean-Macé, Maison des associations, 23300 La Souterraine.

Paroles de GM&S

JEAN-MARC, 31 ANS D'ANCIENNETÉ, LICENCIÉ : « Dans la vie, il faut savoir si on veut courir après le pognon ou si on veut vivre, bien, à un endroit. »

FRANCK, 20 ANS D'ANCIENNETÉ, LICENCIÉ : « C'est dur de tourner la page de ce qu'on a vécu ensemble. »

VINCENT, 25 ANS D'ANCIENNETÉ, LICENCIÉ : « J'ai eu mon premier rendez-vous avec Pôle Emploi. Je ne le vis pas bien, mais je n'ai pas envie de me laisser aller. »

YANN, 27 ANS D'ANCIENNETÉ : « Avoir bossé 25 ou 30 ans avec des gens, revenir au vestiaire le matin pour échanger, être en slip et s'apercevoir que t'es tout seul, que t'as plus tes potes avec toi... c'est vraiment dur. »

ACTUALITÉ DES PROJETS NUISIBLES

En Ariège

• En février 2017, la société Variscan Mines obtient un Permis exclusif de recherches minier (PERM) à Salau, commune de Couflens

• Le 6 juin 2019 le Collectif Stop Mines Salau (Mairie de Couflens, Couflens-Salau Demain, Association Henri Pézenat, Comité écologique ariégeois) dépose un recours auprès du tribunal administratif de Toulouse. Il dénonce :

- un financement douteux du projet,
- une attribution d'un PERM sur un secteur amiantifère avéré,
- une absence de prise en compte des problèmes environnementaux et de santé publique,
- un mépris de toutes les zones protégées dans le secteur visé par les recherches.

• Le 28 juin 2019, le tribunal annule le Permis d'exploration estimant insuffisantes les garanties financières de la société, sans même examiner les autres motifs dénoncés par les associations.

• Le 3 juillet, le ministère de l'Économie annonce faire appel de l'annulation du permis.

• Le 7 juillet avait lieu «Un dimanche à Salau», festival contre les mines.

Dans le Tarn

À Fontrieu, c'est la société Tungstène du Narbonnais qui vient d'obtenir un

PERM. Créée pour l'occasion, elle a pour unique actionnaire une société basée dans les îles anglo-normandes et dont le dirigeant est un Sud-Africain. L'exploration vise le tungstène mais également une dizaine de métaux, dont l'or. Suite à une réunion d'information, rassemblant plus de 120 personnes, un collectif Stopmines 81 s'est constitué.

En Guyane

Les annonces du gouvernement tendent à faire croire à l'abandon du projet «Montagne d'Or». Il s'agit plus souvent d'adapter le nouveau Code minier, repeint en vert, à l'exploitation minière labellisé AB (Arnaque bio-écologique)! Les Permis d'exploitation continuent par ailleurs à pleuvoir en Guyane. «Montagne d'Or» n'étant qu'un permis parmi une trentaine d'autres.

Dans l'Aude

Quatre nouveaux cas d'intoxication à l'arsenic chez des enfants de la vallée de l'Orbiel.

Sur les 12 enfants dont les résultats ont été communiqués, 7 présentent des taux d'arsenic supérieurs à la valeur normale pour un adulte. Ces nouveaux cas s'ajoutent aux trois déjà révélés mi-juin. Parmi eux, 2 enfants âgés de 5 ans et de 2 ans et demi présentent des taux très élevés de 27 à 36 µg/g. C'est 4 fois supérieur à la

norme pour un adulte, qui a été fixée à 9 µg/g par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). (Dès 6 ans et demi, les parents ne sont plus remboursés pour d'éventuelles analyses).

Des taux anormalement élevés d'arsenic ont aussi été détectés chez des adultes en région parisienne qui passent 6 mois par an à Conques-sur-Orbiel, en aval de l'ancienne mine d'arsenic de Salsigne.

Les inondations de l'automne dernier ont servi de déclencheur. À Salsigne, les stocks pollués de produits toxiques représentent, selon une estimation, 10 millions 200000 tonnes de produits toxiques, c'est-à-dire l'une des plus grandes décharges chimiques du monde. À l'arsenic, s'ajoutent du cobalt, du cadmium, de l'antimoine, du manganèse, du plomb, du nickel, très certainement du lithium, du radium et peut-être même des PCB. Le problème, c'est aussi l'effet cocktail.

En Haute-Vienne

(Publié par La Bogue, site coopératif d'info et de lutte en Limousin)

Pas de nucléaire, ni à Bessines, ni à Bure, ni au Niger.

Un communiqué de revendication d'un sabotage sur la ligne ferroviaire de Bessines, sur laquelle transitent des déchets radioactifs, dans la nuit du 3 au 4 juin a été diffusé :

« Pour un acte 30, cette nuit on sabote l'installation de la ligne du train qui approvisionne la décharge nucléaire de Bessines.

Aréva a changé de nom mais produit toujours la même merde irradiée ici et ailleurs.

Cette entreprise participe du mouvement général de la société capitaliste qui amène le monde dans le mur.

On veut pas de nucléaire

Nulle part

Ni à Bessines ni à Bure ni au Niger

Et puis oublie ton EPR. »

En Corrèze

À Rosiers-d'Égletons, le dimanche 23 juin, 10 engins de terrassement de la société Euravia, filiale de Vinci, ont pris feu. Ils travaillaient sur un projet de 8 hectares de serres à tomates chauffées par un incinérateur qui devait voir le jour fin 2019. Les tomates sont cuites.

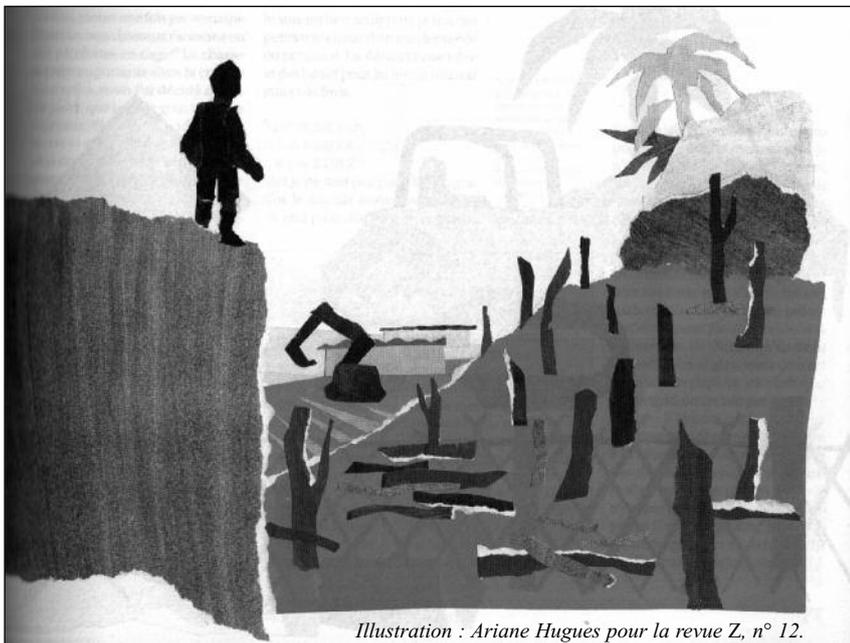


Illustration : Ariane Huguès pour la revue Z, n° 12.

Le droit de dérogation accordé à certains préfets validé par le Conseil d'État le 17 juin

IL FAUT REMONTER deux ans en arrière pour comprendre. C'est en décembre 2017 que Macron sort un décret concernant le pouvoir de décision des préfets. Un décret qui donne aux préfets le droit de déroger à certaines lois, notamment environnementales. Autant dire un décret qui permet à quelques préfets de ne pas appliquer la loi. Évidemment, les lois qui sont ignorées par ce biais sont des lois susceptibles d'être saisies par des opposants à des projets territoriaux d'envergure, alors que ces derniers méritent, plus que jamais, des débats contradictoires. Rappelons que les préfets sont nommés par le Président.

Voici un extrait du décret :

« Article 1 : À titre expérimental et pendant une durée de deux ans à compter de la publication du présent décret, les préfets des régions et des départements de Pays de la Loire, de Bourgogne-Franche-Comté et de Mayotte, les préfets de département du Lot, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Creuse, ainsi que le représentant de l'État à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin et, par délégation, le préfet délégué dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin peuvent déroger à des normes arrêtées par l'administration de l'État dans les conditions fixées par les articles 2 à 4.

Article 2 : Le préfet peut faire usage de la faculté prévue à l'article 1^{er} pour prendre des décisions non réglementaires relevant de sa compétence dans les matières suivantes :

1° Subventions, concours financiers et dispositifs de soutien en faveur des acteurs économiques, des associations et des collectivités territoriales ;

2° Aménagement du territoire et politique de la ville ;

3° Environnement, agriculture et forêts ;

4° Construction, logement et urbanisme ;

5° Emploi et activité économique ;

6° Protection et mise en valeur du patrimoine culturel ;

7° Activités sportives, socio-éducatives et associatives.

Article 4 : La décision de déroger prend la forme d'un arrêté motivé, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. »



Ça laisse pas mal de souplesse, non ?

Sur ce, l'association Les Amis de la Terre dépose un recours contre ce décret pour en demander l'annulation. Lorsque l'on souhaite s'opposer à un décret ou à un arrêté, le recours se fait au niveau du Conseil d'État, une institution publique française créée par Napoléon Bonaparte, héritée de la monarchie. Je ne sais pas combien de conseillers avait le Roi Louis XIV, mais sous la V^e République, le Roi est bien entouré. Le Conseil d'État compte aujourd'hui 231 membres en activité et 408 agents. Ils ont trois missions :

- conseiller le gouvernement et le parlement,
- juger les actes des administrations,
- gérer la juridiction administrative.

Il peut par exemple casser une décision juridique émise par un tribunal administratif. Ce qui a été le cas en Creuse pour le projet de construction de 5 éoliennes sur les communes du Chauchet et de Saint-Priest. L'association d'opposants « Saint-Priest Environnement » avait gagné au tribunal administratif de Bordeaux mais comme l'État souhaite développer ses éoliennes industrielles à tout prix, on a demandé au juge de s'écraser ! Les éoliennes vont voir le jour en 2020...

« Les Amis de la Terre », eux, ont donc attendu un an et demi pour que le Conseil d'État daigne traiter leur plainte. Son verdict ? Le voici : « Le pouvoir de dérogation accordé aux préfets ne viole ni la Constitution ni la loi, qui valide l'expérimentation lancée fin 2017 et rejette toute atteinte au principe de non-régression du droit de l'environnement. » Et sachant que le recours déposé n'a pas suspendu le décret, les préfets concernés ont pu l'utiliser 60 fois en deux ans !

Dans le champ environnemental, il a notamment permis de soustraire un parc éolien à la réalisation d'une étude d'impact et d'une enquête publique (on savait déjà que le pouvoir ne tenait jamais compte de ces enquêtes, alors autant les supprimer !) ; de délivrer plus rapidement un permis de construire à une usine de méthanisation, ou encore de construire une digue à La-Faute-sur-Mer en accélérant la procédure légale. Ou de mener à bien des travaux de restauration de cours d'eau en dérogeant au régime d'autorisation requis par la loi sur l'eau. Les poissons et autres bestioles aquatiques, rien à carrer !

Comme la plainte est rejetée, on se doute bien que le gouvernement va pouvoir tranquillement le renouveler en décembre prochain, voire même l'élargir à d'autres départements, car, malgré les risques contentieux qu'Édouard Philippe avait souhaité prévenir en adressant une circulaire aux préfets en avril 2018, aucun arrêté préfectoral de dérogation n'a pour l'instant fait l'objet d'un recours.

Les associations de défense de l'environnement en Creuse seront aux aguets ! Notamment la nouvelle association écolo de Creuse, la Fédération Nature Environnement 23 (FNE23), épaulée par Sources et Rivières du Limousin qui bossent dur pour sauver ce qu'il nous reste de Nature. Si vous souhaitez rencontrer ses membres actifs, ce sera possible à Aubusson et Boussac courant septembre. Ne les loupez pas ! ils sont eux aussi en voie d'extinction !

MOUCH'

Lettre ouverte d'un « Vieux Fourneau »

« *Un œil tourné vers un passé qui fout le camp, l'autre qui scrute un avenir de plus en plus incertain...* », telle est la présentation des héros de la série *Les Vieux Fourneaux*, relatant les aventures de personnages déconneurs, contestataires, libertaires, mis en scène par Wilfrid Lupano¹ qui ne cache pas ses idées anarchistes.

Les « Vieux Fourneaux », c'est donc une bande de vieux militants anars ou marxistes, des militants révolutionnaires, aujourd'hui âgés de 70, 80 ans, porteurs depuis toujours des mêmes colères face aux mêmes injustices.

Né en 1949, libertaire, je me reconnais dans ces « Vieux Fourneaux », « Gilets jaunes, rouges et noirs » depuis plus de 50 ans !

« Vieux Fourneau », c'est quand même plus sympathique que de se faire traiter par nos gosses de génération des « Trente glorieuses », celle :

– qui « aurait dépensé tous les sous, créant ainsi la dette devant être remboursée par les générations futures »,

– qui porterait la responsabilité du désastre écologique actuel pour « ne pas s'être occupé suffisamment de l'environnement » !

Le fait de nous considérer comme ceux qui, durant les années 1945-1975, auraient « pété dans la soie » et seraient devenus les responsables du désastre écologique montrent la capacité du capitalisme à transformer le réel à son profit.

Quelle mémoire dès lors peut-on transmettre face à la disparition de l'Histoire ?

Notre génération est née après la Seconde Guerre mondiale nous faisant hériter de la mémoire :

– de nos grands-parents qui avaient vécu le début du XX^e siècle et la naissance du syndicalisme, sans oublier la guerre de 1914-1918,

– de nos parents qui avaient vécu 1936, la Seconde Guerre mondiale et pour certains la résistance au nazisme.

Quant à nous, nous avons trouvé le programme du Conseil national de la résistance (CNR) dans notre berceau, accompagné de quelques clefs pour comprendre et mettre en pratique la « lutte des classes ».

Reste à savoir ce que nous avons fait de cet héritage, car force est de constater qu'avec la disparition prochaine de notre génération disparaît un siècle de conquêtes sociales.

Le souvenir même de nos combats ne va pas tarder à disparaître. Quand on sait que, pour les jeunes générations, la Commune de Paris se résume au numéro d'immatriculation 75, tout est à craindre !

Les murs de l'oppression comme ceux de l'indifférence n'ont fait que grandir jusqu'à pratiquement boucher l'avenir ! Soixante-dix ans après la Seconde Guerre mondiale, les « bruits de bottes » reviennent avec plus de force à cause, en particulier, du même et éternel assourdissant « silence des pantoufles ».

S'il est vrai que le mouvement des Gilets jaunes peut apparaître comme un réel sursaut citoyen, il n'a pas grand-chose à voir

pour autant avec les mouvements populaires, révolutionnaires qui ont émaillé l'histoire du mouvement ouvrier de 1830 à 1968 ! Il n'a d'ailleurs pas réussi à agréger les masses et si l'État a pu paraître trembler, le capitalisme quant à lui s'est amusé de cette révolte qui oubliait de s'en prendre à ses biens, à ses usines et à ses hommes de main !

Il est quand même surprenant que le Médef n'ait jamais été inquiété !

Les sept mois écoulés se sont confrontés à l'incroyable capacité de répression de l'État, à la veulerie des meRdias, ainsi qu'à l'indifférence de la majorité des citoyens. Combien de ces 50 à 80 % de soutien n'ont été que des soutiens du « bout des lèvres », du « haut du balcon » ou du « comptoir du bar », soutiens qui ont déserté le terrain de la solidarité par peur du gendarme ou par simple égoïsme et individualisme, caractéristiques qui définissent bien les hommes et les femmes, quelle que soit leur génération.

Cette apathie générale ainsi que l'inculture et l'inexpérience politiques des gilets jaunes ajoutées au sectarisme et au collaborationnisme des grandes centrales syndicales sont responsables de l'impossibilité de convergences. C'est pourtant bien la convergence des luttes qui peut parvenir à réveiller la majorité d'un peuple amorphe, considéré depuis toujours par l'État comme étant le peuple des « gens qui vont le dos voûté la langue au pas² ».

Lucidité ou défaitisme, le « Vieux Fourneau » que je suis pense comme Léo Ferré que « *Nous aurons tout, dans 10 000 ans³* », ce qui est certes plus poétique que de dire à la Saint Glinglin.

– À ne pas vouloir abattre le capitalisme, à se définir comme des partenaires du patronat, les grandes centrales syndicales sont devenues les complices de l'exploitation des travailleurs. La Charte d'Amiens (1906) qui voulait supprimer patronat et salariat a définitivement vécu !

– La collaboration de classes est totale au sein de ces syndicats où on peut constater le même niveau de corruption que dans les partis politiques.

– Comme le dit Juan Branco dans son livre *Crépuscule*, les hommes politiques ne sont pas corrompus, ils sont la Corruption !

– Le concept de « lutte des classes » apparaît plus que jamais obsolète, remplacé par le dogme de l'ultra-libéralisme, modèle et horizon indépassables, prôné par des dizaines d'économistes, de spécialistes, d'éditorialistes, de philosophes, tous experts autoproclamés de la pensée unique.

– La casse progressive des services publics a fini de détruire les liens de solidarité toujours fragiles, dont la génération des « Vieux Fourneaux » avait hérité et qu'elle s'était attaché tant bien que mal à défendre et à développer,

– La « chaîne du consumérisme », rajoutée à celle du salariat a formaté des générations entières, dont celle des « Vieux Fourneaux », jusqu'à en faire des troupeaux d'individualistes forcenés, des « Sauve-qui-peut » et des « Chacun pour soi » courant d'avantage après les soldes qu'après un avenir meilleur !



– Le tout avec une morgue, une arrogance et un mépris jamais atteints de la part des «élites» envers le peuple. Tout leur est permis !

Nés après guerre sur les cendres du nazisme, nous avons fêté nos 20 ans en 1968, deuxième naissance politique et sociale pour beaucoup d’entre nous. Les plus militants, les plus engagés d’entre nous n’auront jamais cessé de se battre dans la rue comme à l’usine en vertu de l’adage « *Celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà perdu !* ».

D’échecs en victoires provisoires, nous terminons le grand retour en arrière arrivant aujourd’hui à un point de quasi non-retour. Malgré le sursaut citoyen du mouvement des Gilets jaunes, il faut bien constater les incroyables forces de démolition du capitalisme, l’extraordinaire capacité de l’État à cadénasser toutes les issues de secours et l’incroyable apathie générale face à des situations qui auraient provoqué des explosions sociales il y a quelques décennies.

Aujourd’hui :

- Un président peut gouverner en ne représentant 11 à 15% des citoyens tout en ayant une majorité à l’Assemblée nationale ;
- l’absence de contre-pouvoirs lui permet de supprimer à coups d’ordonnances pour aller plus vite ce que des travailleurs ont mis des décennies, des siècles à construire ;
- les abandons et trahisons des forces politiques de gauche laissent le peuple sans possibilité de réelle expression, ses actions y compris non violentes étant de toute manière criminalisées ;
- ils ne sont pas nombreux ces pseudos représentants du peuple à dénoncer la Constitution bonapartiste de 1958. À croire que tous les politiques s’y retrouvent, certains voulant même faire des RIC pour l’aménager ! ;

– les ordres et les moyens donnés aux forces de police font que tout contestataire est traité comme un «terroriste de l’intérieur». L’exemple du délire répressif envers les Gilets jaunes laisse à penser que dans peu de temps l’État policier pourra abattre des femmes et des hommes aux coins des rues ;

– quant à la «justice», elle se trouve plus que jamais aux ordres et il est devenu coutumier de voir les victimes être traitées en agresseurs ;

– enfin, les médias que dénonçait en 1997 Serge Halimi dans *Les Nouveaux Chiens de garde* ont atteint un niveau de servilité jamais atteint ! Les propos de plusieurs journalistes et personnalités envers les Gilets jaunes ressemblent étrangement à ceux tenus par des intellectuels lors de la Commune de Paris en 1871. Les mensonges et les insultes témoignent de la haine de la bourgeoisie à l’égard du peuple dès que celui-ci quitte sa niche !

QUELLES ACTIONS MENER

QUAND TOUT EST CADENASSÉ ?

Quelles voies choisir quand la notion de «violence» fait peur, quand le seul fait de réfléchir à la radicalisation des luttes est susceptible d’être perçu comme un langage extrémiste tenu par des tenants de la violence contre l’État, les terroristes de l’intérieur ?

À propos de la violence institutionnelle, si quelque chose a profondément changé depuis quelques décennies, c’est bien notre rapport à la violence. Le pacifisme, pour ne pas dire l’antimilitarisme des années 1970, s’est délayé dans l’acceptation de la militarisation de la société au nom de la lutte contre le terrorisme.

Nés après la dernière guerre mondiale, notre enfance a été imprégnée de ce conflit.

Comment ne pas avoir horreur de la guerre quand la dernière (1939-1945) à peine terminée, survenait celle d’Indochine (1946-1954) qui elle-même allait précéder celle d’Algérie (1954-1962) ?



J'avais 13 ans et me demandais déjà comment nos anciens, qui avaient vécu deux guerres mondiales, pouvaient accepter celles d'Indochine et d'Algérie !

Ce sont peut-être ces raisons qui nous ont amenés à 15 ou 20 ans à battre le pavé, dès 1965 dans les manifestations contre la guerre au Vietnam, menée par les USA. Que d'«US go home» avons-nous gueulé à la face des flics du Général !

Ce sont bien ces raisons qui nous ont amenés à nous battre pour l'objection de conscience !

Et nous étions encore là en 1990 dans les manifestations contre la première guerre du Golfe en gueulant «Pas en notre nom!».

Il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui une chape de plomb s'est abattue sur tout discours non seulement antimilitariste mais simplement pacifiste !

En dehors de quelques organisations ultra-minoritaires, qui dénoncent aujourd'hui le fait que la France soit un des principaux marchands de mort de la planète. Notre pays est présent sur tous les champs de bataille par les soldats qu'elle envoie ou et par les armes qu'elle vend à tous les dictateurs de la planète !

Ce sont les armes françaises qui massacrent les populations civiles au Yémen !

La majorité de nos concitoyens semble avoir accepté que les rescapés des guerres dans lesquelles la France est impliquée, se noient à quelques encablures de nos plages.

Mes convictions pacifistes, antimilitaristes en prennent un sacré coup quand nos propres gosses acceptent que leurs mômes, nos petits-enfants, soient confiés à l'armée au travers du SNU (Service national universel). Quand ils acceptent que les flics, l'armée puissent entrer dans les collèges et lycées pour y formater la jeunesse ? Pour la mettre à genoux !

Gamins, nous avons des colonies de vacances et des centres de loisirs pour nous socialiser et si, en 1968, nous avons refusé la blouse au lycée, ça n'était pas pour revêtir un treillis !

LA GÉNÉRATION DES «VIEUX FOURNEAUX»

EST EN VOIE DE DISPARITION

Ce qui est sûr, c'est que la planète survivra aux «Vieux fourneaux», comme elle survivra à l'espèce humaine n'en déplaise à tous ceux qui s'inquiètent plus des changements climatiques que de l'émancipation des femmes et des hommes !

- «Quelle planète nous allons laisser à nos enfants ?»
- «Quels enfants nous allons laisser à la planète ?»

Quelle est la bonne question à se poser ?

À la veille du «grand retour à l'âge des cavernes», à la veille d'une nouvelle «ère de glaciation de l'humanité», les «Vieux Fourneaux» sont une espèce en voie de disparition, comme les dinosaures. Le retour en force des nationalismes, des extrêmes religieux et politiques, la propagation des guerres militaires ou sociales, le silence assourdissant de la majorité de nos concitoyens, entraînent inexorablement l'humanité à sa perte. «Vieux fourneaux-dinosaures», nous sommes en passe d'être :

- La dernière génération qui aura vécu quand même sur de réels principes de solidarité. Je me rappelle qu'enfant de mineur en grève (années 1960), j'ai bénéficié avec d'autres gamins de la solidarité des habitants de Carmaux et d'Albi, pays de Jean Jaurès !

- La dernière génération qui aura pu s'enrichir des relations humaines plutôt que de cultiver l'égoïsme et l'individualisme forcenés, de plus en plus présents à l'ère, paraît-il, de la communication.

- La dernière génération qui aura choisi de lutter pour un avenir meilleur plutôt que de vénérer le consumérisme, de militer dans la rue et à l'usine plutôt que sur «Face de bouc».

- La dernière génération à avoir milité pour le pacifisme et l'antimilitarisme, à avoir «déserté les casernes» en conquérant le droit à l'objection de conscience.

Alors, pas de regrets, pas de rancœur, mais un constat : si notre génération n'a pas réussi à modifier les rapports de force, à affaiblir durablement le capitalisme, les générations qui nous suivent n'en sont pas plus capables pour l'instant. Et toujours la même et éternelle raison, le «silence assourdissant des pantoufles», cette majorité qui préfère remplir les stades que les rues ou les usines occupées.

C'est vrai, ça n'est pas nouveau, mais c'est de plus en plus désespérant.

«... Ce sont donc les peuples eux-mêmes qui se laissent mal-mener, puisqu'ils en seraient quittes en cessant de servir.

C'est le peuple qui s'asservit et qui se coupe la gorge ; qui pouvant choisir d'être soumis ou libre, repousse la liberté et prend le joug, consent à son mal...»

Étienne de la Boétie

ALORS QUE FAIRE ?

Malgré les trahisons, les abandons et les majorités silencieuses, il n'y a pas d'autre choix que de garder nos colères vives pour ne pas connaître Globalia, cette dictature pouvant tour à tour être dure, façon répression Gilets jaunes, ou douce comme l'annonçait Aldous Huxley en 1932 ! :

«La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude.»

MICHEL D.

1. Voir sa lettre au ministre de la Culture (mai 2019). «Comment accepter la moindre distinction de la part d'un gouvernement, qui, en tout point, me fait honte?»

2. Léo Ferré, «Madame la Misère», «Il n'y a plus rien».

3. Léo Ferré, «Il n'y a plus rien».

La soumission comme art de vivre (connecté)

À propos de *Cyberminimalisme* de Karine Mauvilly (éditions du Seuil, 2019)

CET OUVRAGE s'inscrit pleinement dans l'air du temps d'une écologie mollassonne et citoyenne, qui s'adresse aux classes moyennes occidentales pour les aider à « reconquérir du temps, de la liberté et du bien-être¹ ». Il prône des aménagements assez légers du confort connecté au niveau individuel tout en laissant croire que les institutions (justice, UE, ONU, etc.) peuvent concourir à ébranler les problèmes graves auxquels nos sociétés se confrontent désormais. Cyril Dion et Marie Toussaint (à l'origine de la pétition en ligne l'Affaire du siècle) en sont les héros. L'Encyclopédie des nuisances (dont le seul nom est déjà évocateur) a décrit cela avec talent, notamment dans le livre de René Riesel, *Du Progrès dans la domestication* (2003) : « *Le citoyenisme ne promet rien, il demande. Il ne veut ni supprimer le pouvoir ni s'en emparer, il veut l'aider à continuer d'être le pouvoir. [...] Les voix consentantes de ceux qui supplient et prient pour être débarrassés de maux dont ils persistent à vouloir les causes.* »

Loin de décrire les mécanismes d'une organisation sociale basée sur la consommation de masse, la destruction des âmes par la laideur et le confort moderne et la dislocation des liens humains ancrés dans la Terre, ce livre est un répertoire, à l'américaine, de conseils et de recommandations éprouvés par l'auteure. Il s'agit de « nous faire gagner du temps, du bien-être et de la liberté² ». D'ailleurs, l'introduction est très explicite : « *L'idée n'était pas de dénicher une alternative non numérique à tout mais de trouver un style de vie (sic) qui allège la présence du numérique et son impact écologique³.* » Après les yaourts allégés, voici, tenez-vous bien Mesdames et Messieurs, le numérique allégé !

L'effondrement dans lequel nous nous trouvons n'est ni la cause ni la conséquence de comportements individuels. Il s'inscrit, me semble-t-il, dans un système technicien industriel qui, depuis deux cents ans, promeut la liberté d'entreprendre et la compétition construites sur l'assujettissement, et donc la destruction, des humains et de la nature.

La croissance économique, basée sur la création de besoins (inutiles) et sur l'aliénation progressive de tous à la mégamachine, est responsable de l'état calamiteux de la vie sur Terre. Or, ce livre est une ode au progrès technologique et à la modernité connectée : « *acheter des appareils reconditionnés permettrait de concilier vie moderne et préservation de la biosphère⁴* » ; « *ordinateurs et téléphones sont devenus des basiques de la vie moderne⁵* » ; « *il est difficile aujourd'hui d'avoir l'impression de profiter pleinement de la vie si l'on ne poste pas une image ou une vidéo⁶* ».

Seulement, face à la déferlante numérique et à l'ampleur du phénomène, les privilégiés, tous ceux qui sont encore du bon côté, prennent conscience qu'ils vont être engloutis, au même titre que les autres, et que leur petit confort moderne est menacé. Ils pressentent que les industriels (Gafam⁷ & Cie) ont acquis un pouvoir tel, avec la complicité des États, qu'ils ne vont pas s'arrêter en si bon chemin. Le totalitarisme high-tech, basé sur le crédit social, l'ubérisation du travail et l'achèvement des liens et des services sociaux et, de façon concomitante, sur la destruction de la planète, est à nos portes. Mais il ne tombe pas du ciel, contrairement à ce que laisse supposer cet ouvrage, il a pris forme dès le début du XIX^e siècle et trouve son apogée avec l'Internet.

Sans style, sans souffle et sans poésie, cette écriture, truffée de chiffres et d'études scientifiques⁸, est assez proche de celles de Nicolas Carr (Internet rend-il bête ?) et d'Evgeny Morozov (Pour tout résoudre, cliquer ici). Ils pointent chacun, avec une approche très taylorisée, un versant négatif du monde connecté (la destruction du cerveau pour l'un, de la démocratie pour l'autre) et finissent tous deux par une « happy end » à l'américaine : Internet et le progrès, c'est merveilleux à la condition qu'il soit régulé par l'État. Ce qui est absolument impossible car il n'en a ni les capacités ni la maîtrise et encore moins la volonté. La conclusion de *Cyberminimalisme* est identique : « *À quand le grand ministère qui jugera tous les projets, publics ou*

privés, à l'aune d'un critère écologique essentiel⁹ ? »

La soumission comme un art de vivre connecté est le consternant message que nous livre ce livre. Nous voici plongés dans le cauchemar anticipé par George Orwell dans le roman *1984*. La différence est que ce n'est pas l'État qui nous l'impose, ce sont ses sujets qui le réclament.

HERVÉ KRIEF

Les Huillards, le 29 juin 2019



Discours de la servitude volontaire, ou le Contr'un d'Étienne de La Boétie, édition de 1922, illustrée par Louis Jou. Bibliothèque municipale classée de Périgueux.

1. Sous-titre du livre.
2. Page 7.
3. Page 9.
4. Page 22. Cette assertion est fautive. On ne peut, par ailleurs, reconditionner à l'échelle de la planète.
5. Page 35.
6. Page 118.
7. Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft.
8. Lire *Un futur sans avenir, Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, groupe Oblomoff, éditions L'échappée, Paris, 2009.
9. Page 206.

***Antimilitaristes anarchistes non-violents :
Barthélemy de Ligt (1883-1938), Pierre Ramus (1882-1942)***

par le collectif Désobéissances libertaires. Atelier de création libertaire, 2019, 156 p., 12 €

Depuis une quinzaine d'années, le collectif Désobéissances libertaires (André Bernard, Sylvie Knoerr, Lou Marin, Pierre Sommermeyer...) a publié une quinzaine d'ouvrages chez divers éditeurs.

Antimilitaristes, anarchistes, non-violents, paru à l'Atelier de création libertaire, présente deux militants peu connus des lecteurs francophones : Barthélemy de Ligt et Pierre Ramus. Plusieurs textes, la plupart traduits pour la première fois en français, et des biographies, nous présentent la pensée originale de ces deux auteurs. À noter que la majeure partie du livre est consacrée à Pierre Ramus.

Barthélemy de Ligt (1883-1938) est néerlandais. Comme son père, il entame une carrière de pasteur protestant. Mais il va évoluer vers le pacifisme chrétien puis l'antimilitarisme, l'athéisme et l'anarchisme. Pendant la Première Guerre mondiale, ses convictions antimilitaristes l'avaient conduit quelque temps en prison. En 1925, il s'exile en Suisse où il écrit des livres et des brochures ainsi que des articles dans la presse militante.

Pierre Ramus (1882-1942), de son vrai nom Rudolf Grossman, est autrichien. Il part pour les États-Unis en 1898 où il rencontre Johann Most et Emma Goldman. Accusé d'avoir fomenté une grève, il s'enfuit vers la Grande-Bretagne. La lecture de Kropotkine lui fait adopter les idées anarcho-communistes. De retour en Autriche, pendant la Première Guerre mondiale, il est arrêté pour

« espionnage et trahison ». En 1922, il crée le Bund herrschaftsloser Sozialisten (Union des socialistes antiautoritaires). Il promeut le pacifisme et la création de colonies autonomes. Ses centres d'intérêts sont multiples : la lutte contre l'alcoolisme et la vivisection, la propagande pour la limitation des naissances (en utilisant en particulier la vasectomie), la création d'écoles Ferrer, etc. Le nazisme le pousse vers l'exil : la Suisse, la France puis l'Espagne et le Maroc. Il meurt, dans des conditions un peu mystérieuses, sur le bateau qui l'emmenait au Mexique.

Ces deux anarchistes sont bien sûr antimilitaristes. Ils prônent le refus de faire le service militaire, ils encouragent la désertion et l'objection de conscience. Ils refusent tous les types d'armées qu'elles soient démocratiques, socialistes ou communistes.

Mais leur originalité est la promotion de la non-violence, suivant l'exemple de Gandhi. Ils s'opposent au pacifisme dont parlent les États, prévoyant les futurs échecs de la Société des nations puis de l'Organisation des nations unies. Ils ne pensent pas qu'une société anarchiste puisse être bâtie par des moyens violents. Il faut à tout prix refuser d'utiliser les armes. Il est possible d'utiliser l'action directe non-violente. Ils proposent la grève générale, le boycott, le refus de travailler dans les usines d'armement mais aussi le sabotage et la destruction de toutes les armes.

FELIP ÉQUY

Le Mauvais Sort

Si vous êtes fatigué des romans contemporains qui dégoulinent sans retenue les émois de leurs auteurs bobos trentenaires, ouvrez *le Mauvais Sort* de Beppe Fenoglio, vous n'en sortirez pas indemne.

Giuseppe Fenoglio est né en 1922 dans le Piémont et mort à Turin en 1963. Il s'est engagé en 1944 dans la résistance italienne et ses livres s'inspirent beaucoup de ce qu'il y a vécu. L'un d'entre eux, *Une affaire personnelle*, a été adapté au cinéma par les frères Taviani en 2017.

« *Le plus solitaire de tous qui réussit à écrire le roman dont nous avons tous rêvé...* » disait de lui Italo Calvino. Le souffle qui anime l'écriture du *Mauvais Sort*, l'auteur le trouve dans sa terre des Langhe, région de collines pauvre et austère où, dans les années 1930, les hommes se battent pour arracher à la terre aride à peine de quoi survivre. C'est une lutte quotidienne pour échapper à la faim et à la misère. Ce sont des terres où le temps passe sans que l'histoire se fasse. Existente seules les relations féodales entre les propriétaires de la terre et les serfs qui la binent.

Le récit très court, 110 pages, est écrit à la première personne. Agostino, jeune homme de 18 ans, nous raconte son parcours au sein d'une famille de métayers analphabètes. Il est le cadet ; dès ses 17 ans, ses parents le louent dans une ferme. Dans cette société sans écriture, la parole est rare, on ne connaît guère que le langage de la nature et du corps... pas le temps de s'attendrir, et à peine celui de s'aimer.

« *Il pleuvait sur toutes les Langhe, là-haut à San Benedetto mon père s'offrait sa première eau sous terre. Il avait passé dans la nuit du jeudi d'avant et on l'a enterré le dimanche entre les deux messes. Encore une chance que mon patron m'ait avancé trois marenghi, autrement dans toute la maison il n'y avait pas de quoi payer les curés et la caisse et le repas pour les parents. La pierre on la lui mettrait plus tard, quand on pourrait un peu relever la tête.* »

Agostino relèvera la tête un moment en espérant épouser Fede, la servante des métayers chez qui il est placé, mais son espoir est vite déçu car les parents de la jeune fille vont la marier vite avec les frères Busca, « *Trois brutes, noirs comme le charbon, sans femmes à la maison mais avec le plus beau lopin de terre de tout Castino* », et Agostino entendra la patronne dire à son fils « *Tu sais quoi ? Moi j'ai peur que ces deux brutes d'ainés aient fait épouser Fede au plus jeune pour pouvoir en profiter tous les trois. Pauvre fille.* »

Ce roman sobre et intense nous dit en peu de mots beaucoup sur la vie des campagnes piémontaises avant guerre, les deuils, les servitudes et les joies fugaces des paysans qui l'habitaient, femmes et hommes simples et héroïques écrasés par le mauvais sort.

Beppe Fenoglio, *Le Mauvais Sort*, traduit par Monique Barcelli, éditions Cambourakis, 2013.

SAGNA

DEMANDEZ LE PROGRAMME !



Au Fabuleux Destin café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, à Aubusson, du jeudi au samedi à partir de 18 heures, spectacle à 20 h 30
Extraits du programme de février-mars

**Les jeudis, le bar est ouvert de 19 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter les expositions.
En août, Ingrid Legleye, en septembre les gravures d'Alain Brodzki.**

Jeudi 8 août 20h30 : Ulysse (2019). Une odyssée pour rappeur cyclopède par Boris Zordan. Mêlant rap, théâtre, clown et références à l'univers d'Ulysse, ce spectacle s'articule autour de chansons-contes, d'histoires d'aujourd'hui comme d'ailleurs. Ce spectacle a la particularité de se tourner uniquement à vélo.

Vendredi 9 août 20h30 : Sac à malice. Scène ouverte.

Samedi 10 août à partir de 18h : Faut pas pucer (mémé dans les ordis). Soirée de soutien.

18h : Discussion à propos du rapport aux administrations (agricoles notamment). De l'imposition des normes à la désobéissance collective. En présence de membres du collectif Faut pas pucer.

20h30 : Concert en deux temps : Le P'tit tintouin avec Bénédicte Vervacke (chant) et Olivier Philippon (chant, accordéon).

Le Grand Voyage cybernétique et autres joyusetés, par Hervé Krief (guitare et chant).

Vendredi 16 août 20h30 : Les Indiens d'Amérique du Nord. Conférence par Jean-Baptiste Duclosel.

Samedi 17 août 20h30 : Fado. Concert par le duo Pradaria, avec Kaya Vieira (voix) et Gaspard Dhumes (guitare classique).

Vendredi 23 août 20h30 : Fab Zoreil. Chant et guitare.

Samedi 24 août 20h30 : Marie Gaillard. Conte par Fabienne Avisseau.

Jeudi 29 août 19h : Réunion mensuelle des bénévoles.

Vendredi 30 août 20h30 : Hervé Capel, accordéon chromatique. Concert.

Samedi 31 août 19h30 : Tête de mule. Film documentaire de Christophe Gattineau (2006, 60 mn).

Dans les montagnes pyrénéennes, quand les machines ne peuvent pas monter, Michel, Eddy et Frédéric viennent débarder le bois avec leurs mules. Ces trois hommes clament leur liberté et leurs différences dans une activité vieille de plus de 2000 ans.

Vendredi 6 septembre 20h30 : Dans quel pays voulons-nous vivre ? Projets nuisibles et chemins de traverse. Soirée débat proposée par Stopmines23 et Creuse-Citron.

Samedi 7 septembre 20h30 : Gaspard Dhumes. Concert.

Dimanche 8 septembre 10h-17h : Lurette Agile. Atelier d'impro vocale. Inscriptions : la.lurette@orange.fr ou 06 62 72 63 60.

Vendredi 13 septembre 20h30 : Sac à malice. Scène ouverte.

Samedi 14 septembre 20h30 : L'Affaire Capucine. Chanson onirique par Aurélie Laurence.

Dimanche 15 septembre 18h : On connaît la chanson. Veillée chantée.

Mercredi 18 septembre 15h30 : Promenade contée automnale. Avec Sandrine Gniady. Contes en balade pour toute la famille dès 7 ans. Réservation conseillée.

Vendredi 20 septembre 20h30 : King Kong théorie. Lecture d'extraits choisis du texte de de Virginie Despentes par Claudine Cros et Valérie Lavollé de la Compagnie Action Discrète.

Samedi 21 septembre 20h30 : Duo d'Elles. Chansons.

Dimanche 22 septembre 9h45-18h : Atelier de pratique du chant polyphonique.

Jeudi 26 septembre 19h : Réunion mensuelle des bénévoles.

20h30 : Lina Modika. Chanson avec Lina (chant, glockenspiel, mélodica), Zan (guitare).

Vendredi 27 septembre 20h30 : Funk et Black Panthers. Film documentaire d'Hervé Krief (30 mn). À la fin des années 1960, la radicalisation politique et notamment celle du parti des Black Panthers entraîne dans son sillage la conscience des artistes noirs et transforme leur musique. La projection sera suivie d'un débat avec le réalisateur.

Samedi 28 septembre 20h30 : Personnages ordinaires. Contes par Arnaud Gosselin. Quatre histoires pour une durée de 1h30, à partir de 8 ans.

Samedi 5 octobre 20h : Soirée anniversaire du Fabuleux Destin. Le Fabuleux Destin est, comme la vie, une aventure éphémère. Qui sait ce que l'éphémère durera ? Voilà pourquoi nous fêtons chaque anniversaire comme s'il était le dernier, c'est-à-dire généreusement. Et nous ne sommes pas les seuls ! On ne compte plus les artistes qui en sept ans sont passés chez nous. Pour cette soirée, comptez encore sur eux ! Comptez sur nous ! Nous comptons sur vous !



Festival d'aventures
sonores et artistiques

Saint-Silvain-sous-Toulx
Toulx-Sainte-Croix
Domeyrot
La Spouze (La Celle-sous-
Gouzon)



Les Jardins-Jeudis et les Lundis littéraires de la Spouze - août 2019

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon 05 55 62 20 61 ou 06 44 05 47 80

Spectacles tout public à 21 heures, participation libre.

Les Jardins Jeudis

- 8 août** : Concert de musique baroque des XVII^e et XVIII^e siècles ; orgue et flute, par Pauline Cazier et Sébastien Maigne
15 août : *Le Bruit de la musique* : Radio Tweets par Ute Wassermann & Birgit Ulher (Allemagne), trompette et voix.
22 août : Soirée hommage au conteur Bernard Brun, textes de Gaston Couté et Boris Vian.
29 août : *Chansons de Jacques Brel* par Isabelle Tourbier et Herbé.

Les Lundis littéraires

- 5 août** : *Discours croisés* : Camus – La Boétie, lecture spectacle.
12 août : *Le Chemin de plaine d'Ernest Perochon* par le conteur Jean-Claude Bray.
19 août : *Le Cousin Turquet, naturaliste creusois dans l'Antarctique* (mission Charcot 1903) par Daniel Dayen (avec vidéo-projection).
26 août : *Textes du Curé Meslier*, lecture spectacle.

Les expos : Fabienne Cinquin : œuvres récentes, Mail art : 80 cartes postales différentes et dûment affranchies par Rémy Penart.



CASSE-RÔLES SOMMAIRE N°9 AOÛT-OCTOBRE 2019

Édito2

- La Frrrance ! pays des droits de l'homme 3
- Iran Solidarité avec Nasrin Sotoudeh 4
- Argentine IVG 5
- Soudan 2018-2019 : les femmes se soulèvent 6-7
- Arabie Saoudite : Yeux gris et rides au coeur 8-9
- Un merveilleux moment ! 8-9
- International : Le viol comme arme de guerre 10-11
- Avortements sélectifs : un manque de 23,1 millions de femmes depuis 1970 12-13
- USA : Un cyclone ravage le droit à l'IVG 14-15
- Europe : IVG Un droit fragile 15
- France terre d'asile : Joséphine, le bannissement 16-17
- Justice : Femmes et prison (1) 18-20
- La Fondation Lejeune toujours en croisade 20
- Justice : Quand une femme dit non, c'est non ! 21
- En marche... La casse organisée des services de santé : la maternité du Blanc 22
- Lutte des classes : Secteur hôtelier, une victoire à Suresnes 23
- Lecture : La « CORPS » féministe 23
- Une icône en lutte : Rosa Parks 24
- Un manuel d'économie domestique catholique 25
- Kate Austin, lutteuse des champs 26
- Female pleasure, le film 27
- Quiz : libertaire ou anarchiste ? 27

Rendez-vous

Les amies et amis de Casse-rôles tiendront un stand au Forum des associations, samedi 7 et dimanche 8 septembre, ancienne caserne Marceau à Limoges.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie La Licorne, 42, Grande-Rue
 Au Fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
 Épicerie bio Ethiquète, 96, Grande-Rue
 Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
 Librairie d'occasion Au Petit Bonheur, 4, rue Vaveix
Bénévent l'Abbaye : Bar Le Père tranquille
Bourganeuf : Maison de la presse
Boussac bourg : Ferme Chauveix
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur Pignaut
Chambon-sur-Voueize : Bar Le bistrot d'autrefois
Dun-le-Palestel : Librairie Feugère, 1, rue des Sabots
Évaux-les-bains : Bar-tabac Le Rallye
 Cinéma Alpha

Eymoutiers : Librairie Passe-Temps
 Ressourcerie Le Monde allant vers
 Café des enfants
Felletin : Bar-tabac Le Troubadour
 Ressourcerie Court-circuit
 Sur le marché Boulangerie Perrine Garreau
Gargilasse-Dampierre : Auberge de la Chaumerette
Guéret :
 Coop des champs, rue de Lavilatte
 Bar de la Poste, rue Martinet
 Librairie Les Belles Images, rue É.-France
 Librairie Au fil des pages, place du Marché
 Bar-tabac Le Bolly, 2, rue Maurice-Rollinat
Jarnages : L'Alzire, café hôtel restaurant
La Souterraine : Le Panier du coin

Limoges : Librairie Page et Plume, pl. de la Motte
 CIRA, 64, rue de la Révolution
Montluçon :
 Librairie Le Talon d'Achille, 8, pl. Notre-Dame
 Librairie La Gozette, 4, rue Porte des forges
Royère-de-Vassivière : Bar L'Atelier
St-Loup : Restaurant Le P'tit loup
St-Junien-les-Combes : Lieu associatif Comme
 une fleur sur la soupe
St-Sulpice-le-Guérotois : Le Caméléon café,
 Claverolles
Sardent : Épicerie Viva
Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante
 Le Temps des cerises
 et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : Creuse-Citron

BP 2 23 000 Sainte-Feyre

Courriel : creuse-citron@legtux.org

Impression : Espace Copie Plan, Guéret



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.